



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

'PAIX' ET 'DESARMEMENT' NE SONT QUE MENSONGES ET PROPAGANDE

Non-prolifération, limitation, contrôle voire destruction des armes, le mois de juin a été le théâtre d'une frénésie générale de projets de désarmement. Tout ce que la planète compte de grandes puissances militaires et de majors du commerce des canons a fait choir pour promettre une résolution rapide du problème. Serait-ce le printemps du "nouvel ordre mondial" annoncé par Bush ? Le capitalisme mondial, après l'écroulement de l'empire soviétique et la fin de ce qu'on a appelé la "guerre froide", marcherait-il enfin, et comme pour exorciser l'horreur de l'énorme et ô combien sanglante opération de police dans le Golfe, vers la réconciliation universelle des Etats et l'extinction des impérialismes ? Verrait-on bientôt la paix finale ? Fausses questions et vrai rideau de fumée de l'intox bourgeoise : c'est exactement de l'inverse qu'il s'agit. Nous allons en réalité vers de nouvelles tueries massives et la bourgeoisie s'y prépare déjà en faisant mine de vouloir ranger au placard ses engins de mort - chimiques, biologiques, nucléaires - et de destruction. Et cela est conforme à la situation car, dans l'époque que nous vivons de putréfaction totale du système, le militarisme ne peut que dominer la vie du capital.

■ Il y a les apparences. Prenant l'initiative - comme ils n'ont plus cessé de le faire depuis la préparation de la guerre contre l'Irak -, les Etats-Unis ont dès le 29 mai par la bouche de leur président sommé leurs quatre partenaires du fameux Conseil de sécurité de l'ONU de se réunir avec eux en juillet à Paris afin de "discuter des moyens de limiter sinon d'arrêter les livraisons de matériels militaires aux pays du Moyen-Orient" (ce thème est d'ailleurs également inscrit à l'ordre du jour de la prochaine rencontre du G7 à Londres). L'URSS, la France, la Grande-Bretagne et la Chine, qui constituent de fait avec les Etats-Unis les plus importants fabricants et commerçants d'armes sur le marché mondial, ne pouvaient que répondre les uns après les autres à cette injonction de Bush. Après Major demandant la définition d'un "registre" des ventes d'armes, Mitterrand, sur le mode de la surenchère verbale et de la grandiloquence qui n'appartient qu'à la France, a jeté l'idée d'un "plan de maîtrise des armements et de désarmement" qui dépasserait le cadre du Moyen-Orient

pour embrasser "globalement", a-t-il dit, le monde. Pour prouver la sincérité de sa proposition, la France s'est engagée à adhérer enfin au traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), approuvé par 142 pays depuis 1968 mais que Paris s'était jusqu'à présent refusé de ratifier.

Le 1er juin, Baker, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des Etats-Unis, rencontrait son homologue soviétique, Bessmertnykh, à Lisbonne. Au terme de la discussion des deux hommes, le bras droit de Bush pouvait avec satisfaction annoncer que l'URSS se rendait, en échange bien entendu d'un soutien financier à la politique intérieure de Gorbatchev et tout en faisant valoir l'intérêt de sa présence à la session du G7 de Londres, aux conditions de la Maison Blanche et allait respecter le traité sur la réduction des armes conventionnelles en Europe conclu au sommet de Paris de novembre 1990. Dans l'euphorie de ce grand moment russo-américain, il fut même annoncé que le Kremlin pourrait bientôt signer un accord de principe sur la réduction des armes stratégiques nucléaires (posant ainsi la première pierre du célèbre traité START qui, de 1979 à aujourd'hui, n'a jamais été qu'une Arlésienne entre l'Est et l'Ouest) au cours d'un sommet entre Bush et Gorbatchev. Pour ne pas demeurer en reste, la Chine communiquait le 8 juin l'information qu'elle se rendrait elle aussi à la conférence des cinq convoquée par le maître de la Maison-Blanche et le 18 la nouvelle qu'elle "envisageait sérieusement" (selon "Libération") d'adhérer à son tour au TNP. Deux décisions qui ont de toute évidence été aidées par les déclarations de Bush à la fin du mois de mai dans le sens de renouveler à Pékin le "statut de la nation la plus favorisée" (par les Etats-Unis) et de rétablir en sa faveur les "privilèges commerciaux" suspendus depuis la brutale répression du mouvement des étudiants de 1989.

LE MENSONGE DE LA "PAIX" ET DU "DESARMEMENT"

Mais que valent ces apparences pacifistes à côté d'une foule de faits contraires, bien tangibles et beaucoup moins mis en vedette par les agences de presse de la bourgeoisie ? Dans le temps même que les grands capitalistes parlent de mettre bas les armes, ils déploient comme jamais une formi-

dable activité pour concevoir et fabriquer de nouveaux armements. A commencer par les Etats-Unis mais dans tous les pays occidentaux membres de l'ex-coalition anti-irakienne et aussi dans ceux qui, telle l'URSS, ne pouvait que se trouver concernés par le conflit, un débat permanent s'est ouvert au sein de la classe politique bourgeoise afin de tirer les leçons militaires de la guerre du Golfe. Le principal de ces enseignements est que, par rapport au type nouveau d'intervention militaire mis en lumière par l'expédition américaine, les Etats devaient revoir leur armement, l'adapter, le spécialiser et le rendre plus performant, ainsi que leur armée.

La discussion n'est pas même close que les firmes productrices, poussées par les pouvoirs publics, ont déjà mis en chantier l'étude voire la réalisation des armes des prochaines guerres. Lockheed-Boeing-General Dynamics, aux Etats-Unis, s'attellent à la construction du "chasseur du XXI^e siècle", l'Advanced Tactical Fighter (ATF), destiné à remplacer le F15, qui a pourtant rendu des services bien fumants

(SUITE PAGE 2)

SOMMAIRE

CONFLITS IMPERIALISTES

- . Moyen-Orient: encore plus de chaos et de barbarie p. 2
- . Ethiopie: les intérêts impérialistes des USA p. 2

DECOMPOSITION SOCIALE

- . Algérie: un piège mortel pour la classe ouvrière p. 3
- . Emeutes dans les banlieues p. 3
- . La bourgeoisie propage le SIDA p. 3
- . Crise et chaos dans les pays de l'Est p. 4
- . Accords de Schengen: un rideau de fer p. 4

FRANCE

- . Sécurité sociale: une attaque anti-ouvrière p. 6
- . Immigrés: le discours puant de la bourgeoisie p. 6
- . Encore une fourberie de LO p. 6

- . L'INTERVENTION DU CCI EN INDE p. 7

LUTTER AVEC LES SYNDICATS, C'EST ALLER A LA DEFAITE

■ Si, parmi les ouvriers, il restait encore quelques illusions par rapport au nouveau gouvernement socialiste, celles-ci sont aujourd'hui complètement dissipées. "Serrer les boulons" est le mot d'ordre clair et sans ambiguïté que le tandem Cresson-Bérégovoy a donné à l'équipe gouvernementale actuelle. Et comment peut-il en être autrement quand les intérêts du capital national l'exigent, quand le temps n'est plus aux détours et aux hésitations face à la guerre économique titanessque qui secoue le capitalisme mondial en récession.

LA CLASSE OUVRIERE DOIT PAYER ENCORE PLUS

Oui, c'est pour la classe ouvrière qu'il faut serrer les boulons. C'est elle qui est au centre de la cible. C'est elle qui subit et qui va subir encore plus demain, des attaques violentes, massives et frontales contre ses conditions d'existence déjà misérables.

Quand Cresson annonce qu'il faut "muscler l'industrie", cela n'a qu'une signification : augmenter la compétitivité des entreprises donc dégraisser et éliminer les brebis galeuses,

c'est-à-dire que des centaines de milliers d'ouvriers supplémentaires vont se retrouver rapidement sur le carreau, au chômage et donc dans une misère plus profonde.

Quand Cresson dit qu'elle n'a pas de temps à perdre pour s'attaquer aux "grands dossiers", pour la classe ouvrière et pour elle seule, c'est immédiatement une ponction supplémentaire de 0,9 % sur le salaire en plus de la CSG, et cela soi-disant afin de "sauver la Sécurité Sociale".

De plus, dès aujourd'hui, elle et son équipe "réfléchissent" à la meilleure manière de "sauver le système de retraite". Là aussi, pas d'illusions : les ouvriers vont, très rapidement être amenés à payer une note encore plus salée et cela pour une retraite de plus en plus misérable.

Hier, quand la croissance était en hausse, il fallait faire des sacrifices au nom de la "rigueur nécessaire pour maintenir les grands équilibres". Aujourd'hui, il faut en faire de plus gros au nom de l'austérité parce que la récession est là.

Après la politique anti-ouvrière "feutrée" du gouvernement Rocard, la classe ouvrière fait la connaissance de celle

plus "musclée" du gouvernement Cresson. Et ce dernier continue à tirer profit du débousolement général qui règne encore parmi les ouvriers (suite à l'effondrement du bloc de l'Est et surtout suite à la guerre du Golfe) pour asséner ses coups. Mais les ouvriers doivent prendre conscience que ces coups sont portés d'autant plus facilement par le gouvernement et le patronat que ses derniers ont, sur le terrain des luttes, la complicité des syndicats.

LES SYNDICATS AFFAIBLISSENT ET MUSELLENT LA CLASSE OUVRIERE

A la fin du mois de mai, tout le monde se souvient de la fameuse "grande lutte" à la SNCF lancée prématurément, orchestrée et manipulée par les syndicats qui n'a abouti qu'à semer une confusion générale, à diviser les ouvriers entre eux : les combattifs, piégés derrière les bannières syndicales, contre les autres, les ouvriers "usagers" pénalisés par cette grève. Et ce sabotage volontaire n'avait d'autre but que d'accentuer le débousolement au sein de la classe ouvrière toute entière, de l'affaiblir, si ce n'est de lui instiller un sentiment de démoralisation et d'impuissance.

Mais si la SNCF a été au mois de mai la "lutte phare" des syndicats, durant la même période de nombreux secteurs, de nombreuses entreprises, à travers tout le pays, ont subi le même travail de sape de la part de ces officines de la bourgeoisie.

Le 27 mai, tous les syndicats étaient unis (même la CSL

(SUITE PAGE 6)

SUR LA DEMOCRATIE BOURGEOISE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT (THESES DE LENINE)

page 5

MOYEN-ORIENT

ENCORE PLUS DE CHAOS ET DE BARBARIE

■ L'effondrement du bloc de l'Est, en ouvrant un nouveau contexte international, est à l'origine de l'intervention américaine dans le Golfe. Mais si l'écrasement de l'Irak a signifié une menace directe à l'endroit des grandes puissances contre toutes tentatives visant à contester le leadership des Etats-Unis, il n'en demeure pas moins que la bourgeoisie outre-atlantique est obligée de redéfinir les modalités de son hégémonie au Proche et au Moyen-Orient.

Déjà plus que toute autre contrée du globe, en raison de spécificités stratégiques et économiques, cette région, au temps de la guerre froide, était l'un des principaux théâtres d'affrontements entre les deux blocs. Pour preuve, les trois dernières guerres dites "israélo-arabes" de 1967, 1973 et 1982, qui sont en réalité la concrétisation de la partie de bras de fer que jouaient à l'époque les Etats-Unis et l'URSS. Et il est manifeste que, jusqu'à présent, le principal point d'appui de la politique américaine a toujours été incarné par l'Etat d'Israël, véritable cheval de Troie de l'oncle Sam. Un tel soutien qui s'exprimait à travers de substantielles aides économiques et militaires, trouvait sa raison d'être, non pas dans quelque souci philanthropique, mais bien dans le fait qu'en face durant fort longtemps l'Egypte d'abord, puis la Syrie, la Jordanie, les Palestiniens, et même un moment donné l'Irak, étaient quant à eux largement épaulés par les Soviétiques. Cependant, une fois survenu l'éclatement définitif du bloc russe, non seulement celui-ci se voit désormais dans l'incapacité d'entretenir ses traditionnels alliés, mais surtout cela implique qu'aujourd'hui la seule grande puissance à rester en lice dans le secteur c'est : les Etats-Unis.

Loin d'être un facteur de stabilité, cette situation inédite est au contraire particulièrement favorable au déchaînement du chaos dans une région du monde pourtant déjà synonyme de véritable "panier de crabes". Soyons convaincus que cela va être pire encore. En effet, si, jusqu'à présent, la bourgeoisie américaine a apporté un soutien à Tsahal, indéfectible depuis 40 ans, tel n'est plus uniquement le cas aujourd'hui. Et pour cause, la "pax americana" doit chercher également à s'appuyer sur les ex-alliés du défunt bloc de l'Est, c'est à dire un nombre conséquent de pays arabes et au premier rang desquels : la Syrie. En conséquence, si les Etats-Unis doivent désormais composer avec Damas, il faut néanmoins qu'ils tiennent compte d'Israël qui reste encore la grande puissance régionale et toujours leur fidèle larbin. Or ce qui agit actuellement comme un puissant catalyseur des rivalités dans la région c'est justement, au-delà des appétits impérialistes inhérents à tous les Etats, le fait que la bourgeoisie américaine ne peut plus satisfaire une des bourgeoisies locales sans automatiquement léser sa rivale et réciproquement. Un bon exemple nous en est donné quand, en octobre 1990, la Maison-Blanche, soucieuse de mener à bien son opération "Tempête du désert", ferma les yeux devant la mainmise des 4/5 du territoire libanais par la Syrie, moyen-

nant bien sûr son soutien contre l'Irak. Rappelons-nous, l'ignoble instigateur d'attentats à la solde de Moscou, Hafez-el-Hassad, gagnait en respectabilité !

Toutefois, agissant ainsi, la bourgeoisie américaine ne faisait qu'attiser la rivalité israélo-syrienne à propos du Liban. Certes, en octobre les Israéliens n'ont dit mot, mais c'est parce qu'à ce moment précis il fallait régler son compte à un autre larron autrement plus préoccupant pour Israël : Saddam Hussein. Mais comme nous le soulignons dès avant l'anéantissement de l'Irak (cf R.I. de novembre) la rivalité impérialiste israélo-syrienne, et elle n'est pas la seule, ne manquerait pas de réapparaître. C'est ce qui c'est produit récemment. En effet, depuis la guerre l'armée américaine occupe directement la péninsule arabe ce qui réduit l'importance de l'Etat hébreux mais surtout la mise en place de l'ordre américain passe par la mise au pas de l'Etat juif. Car l'intransigence israélienne quant à la question de la colonisation des territoires occupés de Cisjordanie et Gaza, sa présence militaire au Sud-Liban et sur le plateau syrien du Golan, son attitude belliciste à l'égard de ses voisins, constituent autant de facteurs d'aggravation des tensions. Cette pression de Washington à l'encontre de Jérusalem se vérifie par le biais de la "Conférence de paix" mise sur pied par la bourgeoisie américaine. Cette dernière dispose d'un argument de poids si Israël n'obtempère pas : cesser de verser annuellement les 3 milliards de dollars à un moment où, justement, la bourgeoisie israélienne souhaite en obtenir dix pour financer l'installation des juifs soviétiques et éthiopiens immigrés. De même la récente entrevue, début juin, à Lisbonne, entre James Baker et le ministre syrien des affaires étrangères entérinant l'accord syro-libanais, c'est-à-dire l'annexion pure et simple de la quasi-totalité du Liban, est de la même veine. Si, peu de jours après cette rencontre, Jérusalem semblait faire un geste en invitant officiellement le roi Hussein de Jordanie, telle n'était pas la même attitude envers son principal concurrent dans le secteur. Dans la nuit du 4 au 5 juin, l'aviation de Tsahal bombarde des bases palestiniennes situées près de Saïda, c'est-à-dire dans une zone directement contrôlée par l'armée syrienne. Agissant ainsi la bourgeoisie israélienne marque d'une pierre deux coups. A la fois elle tape sur les Palestiniens, comportement classique de sa part, mais surtout ce raid aérien, le plus important depuis 1982, est un véritable coup de semonce dirigé vers la Syrie, et ce n'est pas terminé !

Ainsi est-il clair que ni la disparition du bloc russe, ni l'écrasement de l'Irak, ni la seule présence du gendarme américain, ne vont dans le sens d'un apaisement des conflits dans la région, bien au contraire. Cette poudrière géographique n'a pas fini de faire parler d'elle car elle est une dramatique illustration de la décomposition capitaliste : le déchaînement sans frein de la barbarie.

Greg

"PAIX" ET "DESARMEMENT"

NE SONT QUE MENSONGES ET PROPAGANDE

(SUITE DE LA PAGE 1)

au-dessus de Bagdad. Le Pentagone annonce la mise au point d'un Super-Patriot où seront éliminées les déficiences constatées des missiles antimissiles tirés en Arabie Saoudite et en Israël. La France, a-t-on tout dernièrement appris, envisagerait la fabrication en collaboration avec l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie d'un Patriot européen. Aérospatiale, copérant pour cela avec son homologue d'outre Rhin, met la dernière main à un hélicoptère de combat antichars et d'appui-protection qui a fait grand défaut à la division Daguet. Les Rafale pourraient "à l'horizon 2005" succéder complètement aux Mirage surannés de l'armée de l'air française. Thomson-CSF travaille en association avec la firme britannique GEC-Marconi au développement des radars aéropor-

tés... Il y aurait bien d'autres exemples à citer, mais ceux-là sont déjà suffisants pour nous faire crier à l'ignoble mensonge du désarmement de la bourgeoisie internationale. Comment croire un seul instant au pacifisme dont elle proteste sur la place publique quand on la voit, du modeste commerçant pakistanais jusqu'aux grosses pointures chinoise et surtout américaine, continuer de plus belle à vendre sa quincaillerie de mort (à Israël notamment pour les USA) ? Quel amour de la paix pourrait bien habiter l'âme de l'état-major yankee qui, sur le modèle des triomphes à la romaine, a organisé à Washington et à New York les 8 et 10 juin une colossale et monstrueuse démonstration d'hystérie chauvine et belliciste en l'honneur de ses héros du Golfe, avec vol du furtif F117 au-dessus du cimetière militaire d'Arlington et simulation de l'interception d'un SCUD par le glorieux Patriot dans le ciel de Broadway ? Quel crédit allouer aux vœux de paix des bourgeois quand, en France et ailleurs, on entend des parlementaires réclamer à tue-tête l'augmentation des crédits d'armement ? Aucun. Le désarmement sur lequel la classe dominante nous abuse n'est vrai que dans un seul sens : la destruction des armes périmées et caduques pour leur substituer des engins plus modernes, plus efficaces et donc plus meurtriers.

Mais cette mise en scène pacifiste sur la réunion de Paris a aussi pour objet de dissimuler le fond de la question qui va y être débattue, en relation immédiate avec le chaos qui enlève le monde capitaliste.

AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS, LE CAPITALISME C'EST LA GUERRE

S'il est un Etat qui aperçoit mieux que les autres les risques contenus dans cette situation, ce sont les Etats-Unis. Par la force des choses d'ailleurs car, devenus la seule puissance à même de pouvoir exercer une hégémonie sur le globe après la disparition des blocs impérialistes nés de Yalta (1945), les USA ne peuvent que craindre de l'explosion du chaos mondial une menace pour leurs propres intérêts. N'ignorant pas l'équilibre instable et précaire sur lequel reposent les relations entre les capitalismes nationaux plus ou moins atteints par la banqueroute économique, ils s'attendent pour à peu près n'importe quel moment à

l'éruption des forces irrationnelles issues de la désagrégation capitaliste dans un quelconque endroit du monde, y compris chez leurs partenaires européens ou japonais de l'ex-alliance antisoviétique.

C'est la raison fondamentale pour laquelle, exploitant l'avantage militaire qu'ils ont conquis grâce à leur démonstratrice prestation dans le Golfe, ils se montrent à l'initiative et font tout pour la garder. Le désarmement qu'ils entendent discuter en juillet, s'il ne saurait revenir à interdire à la Grande-Bretagne ainsi qu'aux autres membres de la bande des cinq de se réarmer, consiste bel et bien en un contrôle strict de leur production d'armement. Ce qui viendra sur le tapis au sommet de Paris, c'est surtout la réglementation de l'usage et du commerce des armes produites. En fait de concertation, c'est donc un diktat que les Etats-Unis veulent imposer en arrachant à leurs complices capitalistes des garanties sur la fabrication des matériels de guerre. Tout à fait dans la droite ligne, au reste, du coup de force qu'ils ont entrepris à propos de la réforme des structures de l'OTAN : brisant là le rêve que caressaient la France et ses proches politiques d'une défense européenne autonome, la Maison-Blanche a amené le 29 mai le Conseil de l'Atlantique-Nord à entériner l'institution d'une Force de Réaction Rapide (FFR) qui, s'insérant au sein d'une organisation militaire multinationale, se place pour l'essentiel sous le haut commandement américain. De nouveau ici, Bush laisse apparaître le genre de désarmement qu'il désire, c'est-à-dire le droit des Etats-Unis de se réserver l'emploi exclusif de la force militaire. En dernière analyse, toute la politique du président américain va dans une direction très claire : faire en sorte que ne puisse se reconstituer de sitôt voire jamais, en remplacement de l'ex-bloc impérialiste russe, un cartel militaire d'Etats capitalistes dressés contre les Etats-Unis.

Malgré tous les efforts du plus grand brigand capitaliste pour contenir le chaos, celui-ci, sans cesse alimenté par la crise économique, finira cependant par franchir les digues. L'autoritarisme même dont use l'oncle Sam à l'encontre de tous les autres impérialismes pour tenter de freiner, en fonction de ses seuls intérêts, les avancées de la décomposition, constitue à son tour, parce qu'il suscite nécessairement des oppositions, un facteur déterminant du chaos que les Etats-Unis veulent éviter.

Ce chaos est porteur de guerres, de tueries et de massacres de moins en moins contrôlables. Jamais le désarmement n'a moins correspondu à un objectif souhaité par le capitalisme décadent qu'à présent où son système, pourrissant, est rendu au stade ultime de son parcours historique. Aujourd'hui, le climat de guerre règne en permanence et les conflits sanglants s'engendrent les uns les autres. Le capitalisme achève ainsi de réaliser sa vérité : il est la guerre.

Alix
(23.6.1991)

ETHIOPIE

Derrière

la "campagne humanitaire", les intérêts impérialistes des USA

■ Mengistu tombé, les statues de Lénine déboulonnées, seuls quelques illuminés auraient pu croire que l'Ethiopie se découvrirait un nouvel avenir avec l'entrée des troupes indépensantistes dans la capitale. Enfin débarrassée des vestiges d'un stalinisme caricatural, la bouffée d'air frais aux relents démocratiques pouvait peut-être donner le change. En fait d'air frais, ce sont les souffles des explosions de dépôts de munitions aux abords de la capitale Addis-Abeba, faisant ni plus ni moins que des centaines de morts, qui sont venus rappeler que la barbarie est toujours présente dans cette contrée comme ailleurs. De fait, l'Ethiopie reste l'Ethiopie : un pays ravagé par le chaos, un exemple supplémentaire de la décomposition en Afrique où se succèdent des situations catastrophiques, où le pire succède au pire.

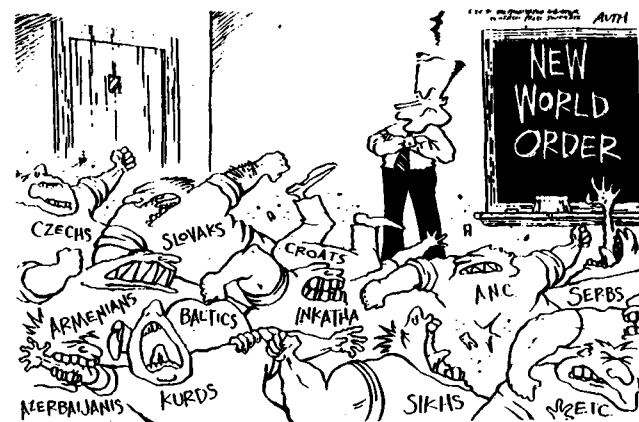
La guerre est soi-disant terminée si l'on en croit les médias et la population va pouvoir commencer à reprendre ses "habitudes". Ce discours est à vomir tant la putréfaction de la situation se révèle au grand jour. En fait d'"habitudes", c'est la simple logique de survie pour des millions de personnes qui continue jour après jour. Comme le disent si pudiquement tous les médias, "les nouvelles autorités parent au plus pressé en assumant la gestion des affaires courantes : faire régner la loi et l'ordre, rien de plus". Tout un programme que l'on ne connaît que trop bien dans la bouche de nouveaux "libérateurs démocratiques" ou autres. C'est en fait le désordre généralisé qui tient lieu de perspective : un chaos sans fin où la guerre succède à la guerre, où la famine succède à la si pudiquement appelée "malnutrition", où l'horreur succède au pire.

Et ce nouvel avatar militaire-politique à la sauce africaine n'est pas laissé en reste dans la campagne "anti-communiste" du moment, campagne quelque peu défraîchie où tout est bon à prendre pour exhiber le cadavre-repoussoir du stalinisme. Un dictateur "marxiste-léniniste" à la solde de l'URSS, comme Mengistu, évincé, une statue de Lénine déboulonnée, et c'est prétendument la Liberté qui reprend ses droits. Mais, pour le moins, la mystification manque aujourd'hui d'entrain : l'Ethiopie n'est pas la RDA et le nouvel homme fort du pouvoir, Melesse Zenawi, n'a pas l'étoffe d'un Vaclav Havel ou d'un Walesa. Ce n'est en fait qu'un sbire bourgeois de plus, émergeant du brouillard éthiopien et de ses luttes intestines, à la tête d'une clique nationaliste revendiquant sommairement sa foi et son attachement... à Staline comme à l'Albanie (sic), mais avec l'intention "d'en appeler à un éventail de forces démocratiques" pour gouverner. Ouf ! l'alibi démocratique est sauf. Et même si les ficelles sont un peu grosses, cela n'empêche pas les USA de donner une bénédiction sans faille au nouveau pouvoir, sachant que son label "marxiste-léniniste" de pacotille ne peut plus nuire à ses intérêts aujourd'hui.

En plus de cette bénédiction, la sollicitude américaine face à cette situation apparaît presque comme exemplaire, alors qu'il y a quelques mois à peine, les massacres au Libéria, au Rwanda, et ailleurs en Afrique, ne rencontraient qu'une indifférence caricaturale des USA, se fendant d'un vague pont aérien pour rapatrier quelques dizaines de ressortissants et laissant pourrir des situations dont ils n'avaient que faire.

Si aujourd'hui cette sollicitude diplomatique atteint des sommets, c'est que l'enjeu est de taille : l'Ethiopie n'est pas n'importe quel pays africain. Non que l'humanitarisme yankee se découvre une nouvelle fibre face à la barbarie et à la misère dans cette partie du monde, mais bien parce qu'il y a de la défense de ses propres intérêts impérialistes. La guerre du Golfe est passée par là et, quand on a été contraint d'acheminer des centaines de milliers d'hommes à grands frais pour faire valoir une telle domination militariste, quand il s'agit de continuer à faire valoir cette domination dans une des zones les plus sensibles au monde, il est vital de s'assurer des points d'appui à proximité, juste en face de la péninsule arabique. Oh ! La population éthiopienne peut crever et continuer à crever par centaines de milliers, pourvu que l'intégrité du territoire éthiopien soit maintenue pour cette exigence, et si nécessaire par la force des armes. C'est en effet le sens des "négociations" menées sous l'égide américaine qui était de "parler avec les types qui ont des fusils". Ainsi, au-delà de la propre situation de décomposition en Ethiopie, les USA tiennent avant tout à sauver une "tête de pont" stratégique de première importance dans la région : face à la nécessité d'assurer une présence plus déterminée au Moyen-Orient, comme aux portes de l'Europe, le maintien des bases militaires américaines en Ethiopie est vital. C'est tout le sens aujourd'hui de l'ingérence américaine dans ce pays : préserver et renforcer un militarisme à tout crin. En définitive, dans ce système capitaliste en putréfaction, la guerre ne peut succéder qu'à la guerre, en Ethiopie comme ailleurs.

Stopio



(D'après "International Herald Tribune")

ALGERIE

Intégrisme ou démocratie : un faux choix et un piège mortel pour la classe ouvrière

■ De 20 à 50 morts, de 200 à 1000 blessés. Sans doute davantage. Les affrontements sanglants entre les cliques rivales de la bourgeoisie, entre le gouvernement du FLN et les intégristes du Front Islamique du Salut (FIS), début juin en Algérie, sont l'expression la plus significative d'un pays en pleine décomposition à tous les niveaux.

Sur le plan économique, c'est une véritable banqueroute dans laquelle s'enfoncé l'Etat algérien. L'endettement de l'Algérie, en augmentation constante, dépasse par exemple actuellement 25 milliards de dollars, soit plus de la moitié de son produit national brut. Au cours de ces six derniers mois, le dinar a perdu 70 % de sa valeur par rapport au franc. Suite à la réduction draconienne des importations, la pénurie alimentaire sévit depuis plusieurs années. Déjà, cette situation avait provoqué en octobre 1988 des émeutes de la faim dans tout le pays, imputoyablement noyées dans un bain de sang qui avait fait un millier de morts. Depuis, la disette n'a fait qu'empirer. Le manque de logement devient également de plus en plus dramatique. Le chômage touche désormais officiellement plus de 25 % de la population active et une majorité de ces chômeurs sont des jeunes que l'Etat s'avère carrément incapable d'intégrer dans le marché du travail alors que plus de 75 % de la population à moins de trente ans.

Pour les ouvriers qui ont la "chance" d'avoir encore un emploi, les salaires sont bloqués depuis près de deux ans (les accords signés en octobre 1990 entre le gouvernement et le syndicat UGTA infodé au FLN sur les "revalorisation salariales" n'ont jamais été appliqués). Le taux officiel d'inflation varie entre 30 % et 50 %. Mais en réalité, la hausse des prix pratiquée est allée bien au-delà.

Au délabrement de l'économie et de tous les équipements sociaux s'ajoute l'incapacité de l'appareil politique de la bourgeoisie algérienne à maîtriser les contradictions qui l'assailent et les rivalités qui surgissent en son sein. L'enlisement dans le chaos est devenu pour cet appareil une menace permanente.

La pression directe, en grande partie économique, de l'ensemble de la bourgeoisie occidentale, largement accentuée par l'effondrement des régimes stalinien de l'Est dont la variante algérienne recèle toutes les faiblesses congénitales, a contraint le gouvernement de Chadli à amorcer un "virage" idéologique vers la "démocratie", au lendemain de la féroce répression des émeutes de 1988. Ces tentatives n'ont abouti qu'à un fiasco retentissant. Après la légalisation du "multipartisme" en 1989, les premières élections "libres" en juin 1990 se sont soldées par un triomphe du FIS, qui a conquis une majorité de municipalités.

S'étant engagé à organiser des élections législatives cette année, le FLN en a été réduit pour assurer son maintien au pouvoir à "charcuter" de manière caricaturale les circonscriptions selon ses convenances.

Le recours à cette manœuvre a provoqué l'effet contraire à celui escompté. C'est le FIS, malgré un crédit largement érodé depuis un an par son incurie gestionnaire avérée, qui a profité de la situation pour lancer ses appels à la subversion et a tenté de déstabiliser le gouvernement.

Toute la bourgeoisie s'efforce aujourd'hui de présenter l'écrasement de cette rébellion et le climat de terreur, de répression, qui s'est réinstallé dans le pays depuis lors comme une "victoire de la démocratie sur le fanatisme", et la promesse d'un avenir plus serein et harmonieux.

Il est vrai que le gouvernement a pu bénéficier d'une aureole "démocratique" grâce à l'"union sacrée" de toutes les autres fractions "démocratiques" d'opposition du FFS d'Aït Ahmed au MNA de Ben Bella et du PAGES (le PC algérien) au PST trotskiste en passant par le syndicat UGTA et qu'il se présente désormais comme le seul recours capable d'endiguer la montée de l'intégrisme.

Il est vrai aussi que le régime de Chadli a reçu le soutien enthousiaste de toute la bourgeoisie occidentale, comme en 1988. D'ailleurs, le ministre français de l'Education Nationale, Jospin, déclarait cyniquement, à l'antenne de RMC, au moment des combats de rue : "C'est une course entre le fanatisme et la démocratie. Or on ne peut gagner contre le fanatisme qu'avec la démocratie." Le jour même des affrontements les plus violents et meurtriers, le 4 juin, le FMI décidait de voler au secours de Chadli en débloquent 404 millions de dollars pour l'Algérie et il en promettait 283 autres d'ici à la fin de l'année si "le cours de la démocratisation se déroule normalement".

La réalité est tout autre. L'Algérie, au même titre que les pays de l'Est "démocratisés", ne peut aujourd'hui que s'enfoncer davantage dans la décomposition, dans un chaos de plus en plus indescrivable où les conflits et les déchirements sanglants entre factions rivales ne peuvent que se multiplier et les massacres s'intensifier.

Comme à l'Est, cette situation représente une véritable souricière pour le prolétariat dans ce pays. Dans ses règlements de compte meurtriers, la bourgeoisie n'a cessé d'attirer et de chercher à enrôler les ouvriers derrière l'un ou l'autre des camps en présence.

Les marches et les manifestations de rue du FIS sont parvenues à canaliser la colère d'une large partie des jeunes chômeurs, et de certains autres ouvriers que les frustrations et l'exaspération ont poussés à se raccrocher à une idéologie prônant un retour à des valeurs religieuses, morales, politiques, rétrogrades et obscurantistes.

D'autres ouvriers, beaucoup plus nombreux encore, sont en passe de se laisser abuser par le combat "pour la démocratie" derrière l'unité de tous les "démocrates" que leur propose l'autre partie de la bourgeoisie pour "barrer la route au fanatisme".

Ces combats-là, dans lesquels les pousse la bourgeoisie, la classe ouvrière n'a nullement à y participer. Ils n'ont rien à voir avec ceux qui doit mener la classe ouvrière sur son terrain de classe, pour défendre ses propres intérêts.

Le choix que la bourgeoisie tente aujourd'hui et tentera encore plus demain de leur imposer ne représente que les deux mâchoires d'un étau dans lequel, si les ouvriers acceptent de s'y engager et de se laisser happer, ils sont assurés de se faire irrémédiablement broyer.

C.B.

C'est la bourgeoisie qui propage le SIDA

■ L'affaire de la contamination d'hémophiles par le virus du SIDA à partir de transfusions sanguines démontre encore l'ignominie de la bourgeoisie. Celle-ci, incapable de créer les conditions permettant de soigner l'ensemble de la population, n'hésite pas de plus à inoculer sciemment, massivement, à des malades, un microbe dont elle sait qu'il tue sans aucun recours aujourd'hui. Tout cela pour ses sordides intérêts de rentabilité économique.

Au delà de la responsabilité du Centre National de Transfusions Sanguines (CNTS) et de son directeur-bouc émissaire démissionné, c'est en effet la bourgeoisie française, gouvernement socialiste en tête, qui, en 1985, a décidé en toute connaissance de cause de donner du sang infecté du virus du SIDA aux hémophiles. Et le dilemme devant lequel se trouvaient les "responsables" n'était pas, comme l'affirme Georgina Dufoix (à l'époque ministre, un comble ! de la "solidarité") "donner du sang contaminé ou ne rien donner du tout" (1). Non. Le problème était bel et bien... la concurrence acharnée à laquelle se livrent, sur le marché de la santé comme ailleurs, les capitalistes. La technique de chauffage des concentrés de sang, connue pourtant depuis 1984, qui élimine les risques de contamination, avait en effet le grand défaut pour la bourgeoisie française... d'être beaucoup trop coûteuse. Plutôt donc utiliser les stocks de sang contaminés que de le

jeter en pure perte !

Voilà la réalité ! Les hémophiles, comme tant d'autres, ont été sacrifiés sur l'autel du profit !!!

Et c'est cela, cette sordide réalité, que la bourgeoisie cherche par tous les moyens à nous cacher, en démissionnant pour la galerie le "méchant" directeur Garetta, en "avouant" une "certaine responsabilité collective" des ministres de l'époque (Hervé, Dufoix, etc...), en imposant un contrôle supplémentaire pour le virus HTLV... quasi-inoffensif et en ordonnant une enquête pour "désigner les responsables"...

Où, la bourgeoisie démontre cyniquement qu'elle se moque éperduement du sort des vies humaines, contrairement à ce qu'elle prétend. Ainsi, pendant qu'elle mène hypocritement auprès du grand public de vastes campagnes pour l'information sur le SIDA (du style "le SIDA ne passera pas par moi"), et qu'elle multiplie ses quêtes publiques pour la recherche contre le SIDA, elle inocule froidement le virus à des centaines d'êtres humains. Pire encore : elle porte la responsabilité directe de la propagation et de la diffusion d'un virus qui menace déjà de contaminer une partie de plus en plus large de l'humanité.

Adso

(1) Journal télévisé de TF1 du 4 juin.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nette-

ment dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS :

Xian : 500 F, D.(Rouen):250 F ; Is (Rouen):20 F.

Paris : Réunion publique du 1er juin : P.:30 F ; Ju:30 F ; Ar:20 F ; Cl:40 F ; El:20 F ; Dj:10 F ; Cat:20 F ; Fr:10 F ; Jim:10 F ; Br:50 F ; Fb:50 F ; CM:50 F ; St:20 F ; JE:50 F ; Av:20 F ; Group:50 F ; FM:40 F ; Mr:50 F.

Lyon : Réunion publique du 14 juin : AL:200 F.

Tours : Permanence de mai 1991 : Bacalao:60 F ; G.:200 F ; Do:10 F.-

Toulouse : Réunion publique de mai 1991 : Ra:200 F ; Ma:100 F ; Chr:50 F ; Ol:100 F ; Ro:100 F ; Ri:40 F ; Ab:500 F ; Bij:100 F.

Total = 3000 F.

EMEUTES DANS LES BANLIEUES

Une manifestation du capitalisme pourrissant

■ Washington, Bruxelles, Paris, depuis deux mois, ces capitales sont le théâtre de nuits d'émeutes. A l'origine, toujours le même scénario, un contrôle policier et, aussitôt des quartiers entiers s'embrasent. Washington, début mai, trois nuits durant, une bande de 200 jeunes saccagent les environs de Columbia Road. Bilan : des dizaines de vitrines éclatées, plusieurs voitures de flics aux pare-brise explosés, certaines incendiées, même les restaurants sont pillés, tel ce fast-food dévalisé jusqu'à son dernier hamburger. Quelques minutes auparavant, le patron affirmait pourtant : "Je les connais, ils viennent tous les jours, ils ne s'attaqueront pas à mon restaurant." ("Libération" du 2 mai). Non, ils ne reconnaissent plus personne, c'est la haine, et surtout le "plaisir" de casser du flic, de cogner sur tout ce qui, de près ou de loin, y ressemble (en particulier les vigiles).

Ainsi, dans la banlieue de Bruxelles, les deux quartiers de Molenbeek et Saint Josse ont connu eux aussi des accès de fièvre. A Molenbeek mardi 14 mai, 600 jeunes vont même jusqu'à attaquer l'hôtel de ville et le commissariat de police du coin à l'aide de cocktails Molotov. Dans la banlieue parisienne - première concentration ouvrière et humaine d'Europe, qui compte près de 10 millions d'habitants - après les nuits chaudes de Sartrouville, toute une série d'affrontements se sont multipliés courant mai. C'est le cas le 4 à Ermont, le 8 aux Ulis, le 11 à Cergy-Pontoise, le 25 à Mantes-la-Jolie et le 4 juin à Meaux. Toujours les mêmes acteurs, toujours le même décor : batailles rangées entre flics et bandes de jeunes à proximité des centres commerciaux et autres cités.

Or, à en croire la bourgeoisie, dans tous les cas mentionnés, il s'agirait essentiellement d'un "problème d'intégration", affectant en priorité les minorités hispanique, noire ou maghrébine qui, décidément, ont du mal à se fondre dans nos standards culturels occidentaux. Mais oui ! c'est bien connu, ces gens-là ont le sang chaud, d'ailleurs ne faudrait-il pas les emmener régulièrement à la campagne s'oxygéner un peu !

Quelles foutaises ! Il est clair que ces manifestations, qui, jusqu'à présent, épargnaient les grands pays industrialisés sont une illustration de la décomposition capitaliste. Car, en dernière analyse, ces phénomènes sont le produit du désespoir nourri, en grande partie, par un chômage sans cesse croissant qui hypothèque désormais à jamais la possibilité d'avoir un travail pour des centaines de milliers de jeunes.

Dans un univers ayant pour seuls horizons les barres HLM, les rondes de flics et les vitrines des supermarchés dont on ne peut se payer aucun produit faute d'argent, ces jeunes, chômeurs pour la plupart ou scolarisés, c'est-à-dire en passe de l'être bientôt, sont de plus en plus livrés à ces réactions de désespoir qui ne peuvent que les livrer à la répression. Le jeune Aïssa décédé suite à sa garde à vue le week-end du 25 mai à Mantes-la-Jolie en est la tragique illustration. Et preuve en est, pour qui en douterait encore, que la police socialiste cogne aussi durement que celle de droite. Rappelons-nous pourtant les sanglots hypocrites des pleureuses de la force tranquille, elles qui braillaient si fort quand elles dénonçaient le tabassage à mort du jeune Malik Oussekiné en 1986.

Force est de constater que les flics n'ont pas fini de passer des nuits blanches à la lueur des rodéos de banlieues, la récente multiplication de ces événements et l'avenir que nous promet le capitalisme vont dans ce sens. Seule la classe ouvrière, en développant son combat de classe, en l'affirmant de manière suffisamment forte, c'est-à-dire unie et consciente, pourra offrir au reste de la société et en particulier aux jeunes générations promises au chômage et à la détresse une perspective : la révolution prolétarienne.

Greg.

LISEZ NOTRE BROCHURE

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

GUERRE DU GOLFE

* Hier, aujourd'hui, demain

LE CAPITALISME C'EST LA GUERRE

* USA, GRANDE-BRETAGNE, FRANCE, URSS, IRAK...

LA BOURGEOISIE, UNE CLASSE DE GANGSTERS

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



15FF. 75 FB

Ce n'est pas le communisme qui s'est effondré, c'est un pan du monde capitaliste

■ L'URSS, ou ce qu'il en reste, prend eau de toute part, chaque mois qui passe voit le chaos gagner un peu plus de terrain.

Le délabrement de l'économie a atteint un tel degré que la bourgeoisie russe ne songe même plus à cacher l'ampleur de la faillite de son système. Pour la bourgeoisie des pays avancés d'Occident, elle-même contrainte de déchaîner les attaques anti-ouvrières du fait de l'aggravation inexorable de la crise économique, le tableau de cette faillite est évidemment pain bénit. Elle utilise le cauchemar qu'est la vie quotidienne en URSS pour dire aux ouvriers: "Ici, c'est quand même mieux. Que sont l'austérité ou même les licenciements - chez nous, on a le RMI, n'est-ce pas ? - comparés à une situation où se chauffer, se laver, obtenir du pain, des oeufs, relèvent de l'exploit quasi-impossible ? Ouvriers, voulez-vous encore une autre preuve ? Regardez vos camarades de l'Est qui préféreraient être ici, même au chômage, que rester chez eux." En outre, cette faillite lui permet de poursuivre la même campagne de lavage de cerveau que celle déchaînée avec la chute du mur de Berlin. En présentant cette pagaille et cet enfer comme le résultat de "soixante ans de communisme", il s'agit de réduire la classe ouvrière à l'impuissance en cherchant à lui ôter de la tête toute perspective de révolution, toute réflexion quant à une autre société possible.

Ainsi, même lorsque la bourgeoisie, et ses médias aux ordres, nous montre la réalité de la vie quotidienne en URSS, elle continue à nous mentir. Car la désorganisation totale de toute vie économique en URSS, le chaos qui y règne, ne sont en rien les résultats du communisme, lequel ne peut avoir d'existence qu'à l'échelle mondiale, pas plus qu'ils ne sont les enfants naturels de la révolution d'Octobre 1917. La situation actuelle en URSS est le produit de la crise mondiale du capitalisme et de sa décomposition généralisée, en même temps que la conséquence de la terrible contre-révolution qui a détruit et anéanti tout ce qu'avait représenté Octobre 1917 et des formes spécifiques que cette contre-révolution a revêtues.

L'URSS : UN GEANT MILITAIRE ET UN NAIN ECONOMIQUE

Peut-être, nous dira-t-on, mais pourquoi un tel effondrement, une telle brutalité, pourquoi la crise économique ne touche-t-elle pas alors de la même façon l'Est et l'Ouest ?

La crise mondiale du capitalisme, si elle affecte toute la planète, tous les régimes, "démocratiques" comme "totalitaires", ne le fait ni au même rythme ni au même degré. Par exemple, la situation des USA, malgré leurs 35 millions de pauvres officiellement recensés, n'est pas la même que celle prévalant en Inde ou en Yougoslavie. Pourquoi ? Parce que dans la loi de la jungle des rapports capitalistes, les plus forts s'en sortent toujours moins mal que les plus faibles, ces derniers encaissant en premier et le plus brutalement les coups de la crise.

Dans le cas de l'URSS, malgré son statut pendant quarante ans de seconde puissance mondiale, son économie a toujours été beaucoup moins développée que celle de la CEE, des USA ou du Japon. Pendant toute cette période, l'URSS a conservé des traits d'apparentant plus au Tiers-Monde qu'aux pays centraux du capitalisme. Ainsi, l'essentiel de ses exportations a consisté non en produits manufacturés mais en matières premières : gaz, pétrole, or, etc. Sa production agricole n'a jamais été suffisante pour subvenir à ses besoins et, comme tous les pays du Tiers-Monde, elle a dû importer une part sans cesse grandissante de produits alimentaires. Le bloc qu'elle a dominé depuis 1945 a été le prix du sang concédé par les USA et la G-B pour sa participation à leurs côtés à la deuxième boucherie impérialiste mondiale. Sa domination sur ce bloc n'a exclusivement reposé que sur la force militaire, contrairement aux USA qui, pour affirmer leur emprise sur leur bloc, ont combiné puissances militaires et économiques. Un peu comme l'Inde ou la Chine, qui possèdent l'arme nucléaire et sont capables de lancer des fusées, le développement et le maintien de sa force militaire se sont faits au détriment du développement de l'économie. Ainsi, le

parc d'ordinateurs de l'URSS est inférieur à celui des modestes Pays-Bas, son parc de téléphones est inférieur à celui de l'Italie, etc. Le développement considérable de l'économie de guerre a profondément entravé la croissance des forces productives et a maintenu ce pays dans un état de profonde arriération économique. Plus la course aux armements est devenue folle (notamment dans la première moitié des années 80, lorsque les Etats-Unis de Reagan ont lancé leur campagne impérialiste contre l'"empire du Mal"), plus elle a éprouvé des difficultés à suivre cette course. Par suite, l'ensemble de son économie, déjà faible, s'est progressivement écroulé, sous le poids des dépenses consacrées à l'armement.

Le rachitisme économique de l'URSS d'une part, le poids écrasant de l'économie de guerre d'autre part, ont fait que le bloc de l'Est et sa tête de file étaient particulièrement mal armés pour faire face à l'aggravation de la crise économique mondiale et pour affronter l'exacerbation de la concurrence qui en a résulté. C'est là une des raisons de l'absolue non-compétitivité des produits russes sur le marché mondial, c'est là une des causes de l'effondrement économique total actuel, effondrement qui a commencé bien avant 1989.

L'ABERRATION DU CAPITALISME D'ETAT A LA SAUCE STALINIENNE

Il y a cependant d'autres raisons à cet effondrement et à son extrême brutalité. Ni la crise générale du système capitaliste ni même sa décomposition ne sauraient en effet expliquer à elles seules pourquoi la situation en URSS est encore pire aujourd'hui qu'au Maghreb ou au Mexique. En fait, seule la prise en compte de la spécificité du capitalisme d'Etat, qui a régné en URSS depuis plus de soixante ans, permet de vraiment expliquer l'ampleur de la catastrophe économique dans laquelle est plongée cette région du monde.

Pour comprendre cette spécificité, il faut remonter aux formes prises par la contre-révolution qui a détruit par le fer et par le sang tout ce qui avait constitué Octobre 17. L'échec de l'extension de la révolution mondiale dans les années 20, l'isolement dans lequel s'est retrouvée la révolution russe, a fait que la contre-révolution inévitable qui l'a suivie, contrairement à ce que craignait un Trotski, n'est venue ni des paysans, qui, dans l'histoire, n'ont jamais pu se constituer en classe dominante, ni même d'un retour de l'ancienne classe capitaliste au pouvoir. Cela était impossible, car la bourgeoisie russe, qui n'avait pas eu le temps de se développer avant 1917, a été décimée par la révolution prolétarienne et se trouvait donc dès lors d'autant moins en mesure de revenir au pouvoir. La contre-révolution, dont le stalinisme a été le fer de lance, a dû, dans ces circonstances, emprunter une forme nouvelle et inédite. La bourgeoisie qui règne en URSS depuis plus d'un demi-siècle s'est constituée non à partir de partis et formes classiques de la bourgeoisie (financiers, industriels, détenteurs individuels de moyens de production), puisque ceux-ci avaient disparu, mais à partir de la bureaucratie du parti-Etat et de la propriété étatique des moyens de production. La contre-révolution stalinienne s'est donc effectuée à partir de l'Etat qui avait surgi à la suite de la révolution d'Octobre. Cet Etat a progressivement absorbé le parti bolchevik, jusqu'à lui faire perdre sa nature prolétarienne et le transformer en défenseur implacable du capitalisme russe. Cela a eu pour conséquence que le capitalisme d'Etat, qui constitue une tendance universelle du système capitaliste depuis qu'il est entré en décadence lors de la première guerre mondiale, a pris en URSS une forme particulière et extrême : l'étatisation de l'ensemble de l'économie. Cette étatisation complète de l'ensemble de la vie économique a provoqué une rigidité extrême dans la gestion du capitalisme. Cette rigidité, cette très grande brutalité, ont pu permettre au cours des années 30 et 40 le développement d'une gigantesque économie de guerre en vue de la participation au carnage impérialiste de 1939-1945.

En revanche, après la guerre, elle a montré très vite ses limites (ce n'est pas par hasard si Khrouchtchev, dans ses ro-

domontades, parlait de rattraper les USA) et s'est révélé être, notamment dans le contexte d'une crise du capitalisme mondial à nouveau ouverte, de plus en plus une aberration monstrueuse, condamnant l'URSS au sous-développement et à la tiers-mondisation.

Cette aberration se manifeste en premier lieu à travers le fait que ce mode de propriété et de gestion des moyens de production crée une situation où la sanction du marché n'existe plus. Dans les pays de capitalisme "classique", essentiellement les pays les plus développés, là où la tendance au capitalisme d'Etat s'est manifestée par une interpénétration entre les secteurs "privés" du capital sans toutefois abolir ces derniers, le marché continue de constituer un facteur essentiel de stimulation de la compétitivité des entreprises. Dans ces pays, un industriel qui fabriquerait des réveils retardant d'une heure ou des TV dont le son serait inaudible, disparaîtrait vite dans la mesure où les concurrents offrant de meilleurs produits le réduiraient à la faillite. Et ce serait la même chose concernant la production d'un secteur ou d'une entreprise étatisée. L'épée de Damoclès de la loi du marché contraint gestionnaires et industriels à un minimum de responsabilité et de rigueur. Dans la forme stalinienne du capitalisme d'Etat, rien de tel. Propriété exclusive de l'Etat, dirigées par des fonctionnaires, les entreprises ne connaissent pas la concurrence entre elles. Qu'importe si les produits fabriqués en Russie étaient invendables sur le marché mondial et de très piètre qualité, puisque, en dominant par la force le bloc, on obligeait les pays membres à acheter ces produits. Qu'importe si des seaux pèsent 8 ou 10 kg, ou si l'on fabrique des moissonneuses-batteuses sans penser en même temps à construire des silos pour entreposer le grain, car de toutes façons il n'y a rien d'autre, et donc chacun est obligé de faire avec. Fondamentalement, dans cette forme de capitalisme, le maintien des privilèges des membres de la bourgeoisie d'Etat n'est pas lié à une bonne gestion et à la fabrication de produits concurrentiels mais à la servilité envers l'appareil du parti et envers les cliques qui le dominent. Résultat, le souci principal des "gestionnaires" russes n'est pas de faire fructifier le capital et de défendre au mieux ses positions sur le marché mondial mais de profiter de leur pouvoir pour s'en mettre plein les poches. Comme nous l'écrivons dans les Thèses sur la crise à l'Est dans la Revue Internationale n°60: «On peut caractériser ce type de régime comme le règne des fayots, des petits chefs incompetents et hargneux, des prévaricateurs cyniques, des magouilleurs sans scrupule et des flics. Ces caractéristiques appartiennent à toute la société capitaliste et ne font que se renforcer avec sa décomposition, mais lorsqu'elles se substituent complètement à la compétence technique, à l'exploitation rationnelle de la force de travail et à la recherche de la compétitivité sur le marché, elles compromettent de façon radicale les performances d'une économie nationale.»

La perestroïka exprime le réflexe de survie tardif et voué à l'échec face à cette aberration et à la catastrophe à laquelle elle conduit. Ceci dit, les appels à la création du marché, tant par Gorbatchev que, plus bruyamment encore, par Eltsine, ne sont et ne resteront que des appels dans le désert. Car pas plus que n'importe quel pays du Tiers-Monde, l'URSS, dans le cadre de la crise généralisée du système capitaliste et de la saturation du marché mondial qui en est à l'origine, n'a de chance de constituer un appareil productif un tant soit peu compétitif, seule condition pour accéder à "une économie de marché" viable. De plus, avec Gorbatchev comme avec Eltsine, toutes les tentatives pour aller dans le sens d'une gestion plus rationnelle de l'économie et vers la création d'un appareil productif digne de ce nom, se heurteront au mur d'airain des intérêts d'une bureaucratie pour qui cela signifierait un arrêt de mort pur et simple. L'avenir de ce qui reste de l'URSS sera de plus en plus à des convulsions grandissantes, toujours plus sanglantes, et à un effondrement total de toute vie économique. Seule la lutte du prolétariat mondial, et particulièrement celle dans les pays centraux, pourra abolir cette misère et cette barbarie en renversant le capitalisme sous toutes ces formes.

R.N.

ACCORDS DE SCHENGEN

L'Europe de l'Ouest construit son rideau de fer pour refouler les masses d'affamés

■ En 1989, dès la chute du mur de Berlin, plus de 1,3 million d'Européens de l'Est quittaient leurs pays d'origine. La libéralisation des sorties en URSS a accéléré encore le processus. Et ce n'est qu'un début : l'exode vers l'Europe occidentale de ces populations, ravagées par les souffrances, acculées à la plus extrême des misères, privées du plus infime moyen de survie, terrorisées, prend déjà une dimension sans précédent (on estime à quelque 20 millions de personnes le flux migratoire en provenance de l'Est d'ici quelques années).

La bourgeoisie d'Europe de l'Ouest est parfaitement consciente du danger que représente cet afflux sauvage et massif à l'intérieur de ses frontières et elle fait tout ce qu'elle peut pour réagir. La brutale opposition, il y a quelques mois, de la très "démocratique" terre d'asile italienne à l'arrivée de quelques 20 000 réfugiés albanais n'était qu'un aperçu encore timide du sort qui sera réservé dorénavant à tout candidat à l'immigration. Elle n'a pas d'autre choix que de se serrer les coudes contre un tel danger.

La signature de la Convention de Schengen par six Etats européens (France, Allemagne, Italie, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, auxquels viendront s'ajouter avant la fin de l'année l'Espagne et le Portugal) va tout a fait dans ce sens. On nous présente cet accord comme la tentative de mettre en place un îlot de bien-être, de prospérité. On nous parle de la "création d'un espace sans frontière", d'un domaine réservé en quelque sorte où chacun pourra circuler librement, "sans qu'un contrôle de personnes soit effectué". Tout cela n'est qu'un enrobage destiné à faire passer la pilule. Un sinistre déguisement pour dissimuler toute la barbarie de cet accord.

Pour se protéger plus efficacement de la menace d'un déferlement incontrôlable, les différents Etats européens ont compris qu'il était préférable de n'avoir à surveiller et contrôler qu'une seule frontière érigée en véritable forte-

resse inviolable, plutôt que d'en contrôler systématiquement des milliers de kilomètres entre les différents pays d'Europe.

C'est pourquoi l'accord de Schengen prévoit de dégager les forces utilisées jusque là aux frontières intra-européennes, pour les redéployer aux frontières entre l'Europe et le reste du monde. Mais il s'agit aussi d'utiliser ces forces pour un meilleur contrôle au sein de l'espace ainsi délimité.

La nouvelle Convention précise que, pour un étranger à la "zone Schengen" désirant séjourner moins de trois mois dans un des pays de cette zone, il faudra, en plus des documents "traditionnels" (visa, passeport...), produire ceux "justifiant de l'objet et des conditions de séjour et justifier de moyens d'existence suffisants". Verrouillées les portes de l'Europe à tous ceux qui, d'Europe de l'Est ou d'Afrique, souvent au péril de leur vie, tentent d'échapper à la misère de leur pays d'origine, tous ceux qui, poussés par la faim ou le chômage, espèrent encore trouver sinon du travail, du moins une "terre d'asile" dans les "riches Etats démocratiques".

Rien n'a été oublié pour assurer le respect de ces décisions. C'est ainsi qu'un volet policier et répressif vient compléter le tout : les candidats au "droit de séjour" ne devront pas être fichés au Système d'Information Schengen (SIS) comme pouvant "compromettre l'ordre public, la sécurité nationale ou les relations internationales".

Quant aux candidats au "droit d'asile", ils ne seront autorisés à déposer leur demande que dans un seul des pays signataires de l'accord de Schengen. Un refus aura valeur sur l'ensemble des pays de la communauté.

D'autre part, les forces dégagées aux frontières intra-européennes vont aussi permettre à la bourgeoisie d'assurer un contrôle beaucoup plus efficace au sein même de l'Europe. D'ailleurs il ne s'est jamais agi d'alléger ces contrôles. C'est ce qu'a souligné Mme Guigou devant l'Assemblée Na-

tionale : *"la suppression des contrôles aux frontières ne signifie pas la suppression de tout contrôle, au contraire : les contrôles mobiles seront renforcés et des méthodes toujours plus performantes sont déjà examinées par les partenaires de Schengen"* (cité par "Le Monde" du 5.6.91). On ne saurait être plus clair sur le sens que la bourgeoisie entend donner au dit "assouplissement de la circulation des personnes" !

Dès l'entrée en vigueur de cet accord, des moyens de surveillance et de répression seront déployés avec force : 800 000 personnes seront répertoriées dans un fichier commun aux six pays. Dans ce fameux SIS, on prévoit de fichier jusqu'aux personnes "faisant l'objet d'une surveillance discrète ou d'un contrôle spécifique", bref un éventail particulièrement large de personnes "suspectées". Sans compter, et la France est à la pointe de ce système, comme on l'a vu récemment, les milliers d'écoutes téléphoniques légalisées.

La Convention de Schengen constitue une tentative de la bourgeoisie européenne coalisée de se protéger désespérément du raz-de-marée humain qui commence à déferler aux frontières de l'Europe. Et la seule solution qu'elle possède pour tenter d'enrayer ce déferlement humain, conséquence du pourrissement de son propre système, c'est la répression. Mais quoi qu'elle fasse, elle ne parviendra jamais à mettre un terme à cette marche inexorable. C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé Abdou Diouf (président du Sénégal) lors d'une récente interview télévisée: *"Vous occidentaux, avez intérêt à nous aider, sinon, toutes les barrières que vous pourrez mettre n'empêcheront pas le raz-de-marée humain"*.

Et cela pour une raison simple : contre le chaos, la misère et la famine, il ne peut exister de demi-mesure. Or la seule chose qui puisse mettre un terme à cette situation, c'est la destruction du système qui l'a engendrée, le capitalisme. Cela seule la classe ouvrière est en mesure de le faire.

MO

THESES DE LENINE SUR LA DEMOCRATIE BOURGEOISE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT (extraits)

Aujourd'hui, toute la bourgeoisie met à profit l'effondrement du stalinisme pour célébrer la victoire de la "démocratie" sur la "dictature". Cette "démocratie" nous est, en effet, présentée comme un régime idéal qui permettrait de résoudre tous les maux de la société. Or, cela fait plus de 70 ans que cette "démocratie" a été clairement dénoncée par les révolutionnaires comme étant une forme particulièrement pernicieuse de la dictature du capital. Les "Thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat", dont nous publions ici de larges extraits, témoignent de la remarquable clairvoyance des révolutionnaires du début du siècle sur cette question et se situent pleinement dans la continuité de ce que Marx mettait déjà en évidence au siècle dernier : la démocratie tant vantée par les idéologues patentés de la bourgeoisie n'a jamais été autre chose que la feuille de vigne derrière laquelle celle-ci a toujours masqué sa propre terreur et dictature de classe. Ces thèses, adoptées il y a plus de 70 ans au congrès de fondation de l'Internationale communiste en mars 1919, restent plus que jamais d'actualité. Car c'est toujours au nom de la défense de la "démocratie" contre la "dictature" que cette classe de gangsters et d'assassins justifie, aujourd'hui comme par le passé, ses pires exactions, comme en a témoigné ces derniers mois encore la répugnante propagande médiatique qui a accompagné le déchaînement de la barbarie guerrière dans le Golfe.

Mais l'effondrement des régimes staliniens n'a pas été seulement l'occasion pour la bourgeoisie de déchaîner une gigantesque campagne sur la victoire de la "démocratie". Au nom de la lutte contre la "dictature en général", nous avons eu droit aussi, à cette occasion, à une campagne ignoble visant à perpétuer le vieux mensonge qui consiste à identifier

le stalinisme avec le communisme, c'est-à-dire à identifier une des formes les plus barbares de la dictature bourgeoise avec ce que le marxisme appelle "dictature du prolétariat". Là encore, les thèses de Lénine sont particulièrement éclairantes. En mettant en lumière la différence fondamentale entre la dictature de la classe exploiteuse et celle de la classe exploitée, ces thèses démontrent que seule la dictature du prolétariat contre les exploiters et les oppresseurs, sera à même d'instaurer une démocratie véritable. Une démocratie qui, contrairement au régime de terreur de la bourgeoisie, permettra à l'ensemble de la classe exploitée par le capitalisme d'être enfin maîtresse de sa propre destinée en participant pleinement et réellement à la gestion collective de toute la vie sociale. En ce sens, l'idée d'un parti monopolisant le pouvoir, telle qu'elle va monstrueusement se concrétiser avec le stalinisme, n'a rien à voir avec la conception défendue par Lénine et les bolchéviks au moment de la révolution russe et lors de la fondation de l'Internationale communiste. C'est contre cette vision de Lénine préconisant la prise du pouvoir par l'ensemble de la classe ouvrière organisée en "soviets" (ou "conseils ouvriers") que le stalinisme s'est imposé, suite à l'effondrement de la révolution russe qui résultait de son isolement à l'échelle internationale. En restaurant la domination du capital sous une forme particulièrement sanguinaire, la contre-révolution stalinienne a détruit tous les acquis révolutionnaires d'octobre 1917 dont Lénine fut un des porte-parole les plus clairvoyants.

Aujourd'hui, toute la bourgeoisie "démocratique" fait ses choux gras des scènes de démolition des statues de Lénine dans les pays qui sortent du stalinisme. Elle jubile à l'idée que Leningrad va de nouveau s'appeler Saint-Petersbourg,

c'est-à-dire du nom de l'ancienne capitale tsariste. Elle jubile régulièrement des scoops télévisés où, dans les pays de l'Est, ce sont des masses de prolétaires qui, du fait de l'extrême désarroi dans lequel elles se trouvent aujourd'hui, s'acharnent maintenant contre cette grande figure du mouvement ouvrier à qui on fait porter le chapeau de la terreur stalinienne. A travers toute cette propagande hystérique, la bourgeoisie "démocratique" ne fait que reprendre la même image d'Epinal du "bolchévik au couteau entre les dents" qui illustrait sa propagande anti-communiste de 1917 au milieu des années 20. Mais l'ignominie de cette campagne ne révèle pas seulement de façon évidente la haine qu'éprouve la bourgeoisie à l'égard de la révolution prolétarienne. Un tel déchaînement de haine témoigne encore du fait que le spectre du communisme continue à hanter la classe dominante. Car avec la faillite irrémédiable de l'économie capitaliste, c'est bien cette perspective qui reste, plus que jamais, à l'ordre du jour. C'est pour cela que la bourgeoisie s'efforce par tous les moyens de continuer à dénaturer le véritable contenu de la révolution communiste et de la dictature du prolétariat. Et pour ce faire, il lui faut non seulement masquer les véritables idées de Lénine et des bolchéviks, mais encore les dénaturer en faisant croire que Staline n'a fait que mettre en pratique les théories de Lénine et les pousser jusqu'à leurs ultimes conséquences. Face à ces tombereaux de mensonges, il revient aux révolutionnaires de restaurer la vérité en portant à la connaissance des ouvriers les positions défendues par les marxistes du début du siècle. Ces positions, ce sont celles du programme révolutionnaire du prolétariat, que la classe ouvrière doit se réapproprier car elles constituent une arme essentielle de son combat vers la destruction du capitalisme.

■ La montée du mouvement révolutionnaire du prolétariat de tous les pays a suscité les efforts convulsifs de la bourgeoisie et de ses agents dans les organisations ouvrières afin de trouver des arguments philosophico-politiques pour la défense de la domination des exploiters. Parmi ces arguments sont particulièrement mises en avant la condamnation de la dictature et l'apologie de la démocratie (...).

Tout d'abord, cette démonstration opère à l'aide des notions de "démocratie en général" et de "dictature en général", mais sans poser la question de savoir de quelle classe il s'agit. Poser ainsi la question, en dehors et au-dessus des classes, soi-disant du point de vue du peuple tout entier, c'est une insulte à la doctrine du socialisme, c'est-à-dire la théorie de la lutte des classes que les socialistes passés dans le camp de la bourgeoisie reconnaissent en paroles, mais qu'ils oublient ensuite dans les faits. Car, dans aucun pays capitaliste civilisé, il n'existe de "démocratie en général", mais seulement une démocratie bourgeoise, et il n'est pas question d'une "dictature en général", mais de la dictature de la classe opprimée, c'est-à-dire du prolétariat, sur les oppresseurs et les exploiters, c'est-à-dire sur la bourgeoisie, dans le but de briser la résistance des exploiters dans la lutte pour leur domination.

LA DEMOCRATIE BOURGEOISE, C'EST LA FORME DEGUISEE DE LA DICTATURE DU CAPITAL (1)

L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'est encore arrivée au pouvoir et ne pouvait y accéder sans une période de dictature, c'est-à-dire sans la conquête du pouvoir politique et sans avoir brisé, par la violence la résistance acharnée et furieuse, ne reculant devant aucun crime, qu'opposent toujours les exploiters. La bourgeoisie dont la domination est maintenant défendue par des socialistes qui se prononcent contre la "dictature en général" et qui sont, corps et âme, pour la "démocratie en général", a conquis son pouvoir dans les pays évolués au prix d'une série de soulèvements, de guerres civiles, de violente répression contre la monarchie et les esclavagistes féodaux et leurs tentatives de restauration (...).

Tous les socialistes, en expliquant le caractère de classe de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois, ont exprimé cette idée, formulée avec la plus grande exactitude scientifique par Marx et par Engels, que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'une machine à opprimer la classe ouvrière par la bourgeoisie, la masse de la population active par une poignée de capitalistes (...).

Précisément, Marx, qui a apprécié particulièrement la signification historique de la Commune, a démontré dans son analyse le caractère exploiteur de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois où la classe opprimée se voit octroyer le droit de décider, une fois pour plusieurs années, quels députés des classes possédantes représenteront et réprimeront le peuple au parlement (...).

La signification de la Commune consiste en plus en ce qu'elle a tenté de briser, de détruire de fond en comble l'appareil d'Etat bourgeois, l'appareil bureaucratique, judiciaire, militaire et policier pour les remplacer par l'organisation de masse des travailleurs, se gérant elle-même, et ne connaissant pas la séparation des pouvoirs législatif et exécutif (2). Toutes les républiques bourgeoises-démocrates de notre temps (...) conservent cet appareil d'Etat bourgeois. Cela démontre d'une façon toujours plus claire et plus nette, que les hurlements de la classe exploitante en faveur de la démocratie ne sont autre chose que la défense de la bourgeoisie et ses privilèges d'exploiteur.

La "liberté de réunion" peut être citée comme exemple de la revendication de la "démocratie pure". (...) Les ouvriers savent très bien que la "liberté de réunion", même dans la république bourgeoise la plus démocratique, est une phrase creuse, car les riches ont les meilleurs édifices publics et privés à leur disposition, et ils ont aussi suffisamment de temps libre pour leurs réunions et profitent de la protection de l'appareil bourgeois du pouvoir. Les prolétaires des villes et des campagnes, ainsi que les petits paysans, c'est-à-dire la majorité écrasante de la population, n'ont rien de tout cela. Aussi longtemps que durera cet état de choses, l'"égalité", c'est-à-dire la "démocratie pure", est un leurre (...).

La "liberté de la presse" est également un des principaux mots d'ordre de la "démocratie pure". Néanmoins, les ou-

vriers savent - et les socialistes de tous les pays l'ont reconnu des millions de fois - que cette liberté est un leurre, tant que les meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, et tant que le pouvoir du capital demeure sur la presse, ce pouvoir qui s'exprime dans le monde entier d'autant plus cyniquement que la démocratie et le régime républicain sont plus développés, par exemple comme en Amérique. (...) Les capitalistes ont toujours appelé "liberté" la liberté de profit pour les riches et la liberté de crever de faim pour les travailleurs. Les capitalistes appellent "liberté de presse" la liberté pour les riches de corrompre la presse, d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et falsifier ce qu'on appelle "opinion publique". (...)

L'ETAT DEMOCRATIQUE : UN MONSTRE SANGUINAIRE ET BARBARE

L'histoire du XIX^e et du XX^e siècles nous a encore montré dès avant la guerre ce que représente en réalité sous le capitalisme la "démocratie pure" si vantée. Les marxistes ont toujours affirmé que plus la démocratie est développée, plus elle est "pure", et plus la lutte des classes devient plus acharnée, plus aiguë et plus impitoyable, et plus le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie se manifestent dans toute leur "pureté". L'affaire Dreyfus dans la France républicaine, la répression sanglante des grévistes dans la libre et démocratique république d'Amérique par des détachements de mercenaires à la solde des capitalistes, ces faits et mille autres semblables révèlent cette vérité que la bourgeoisie s'efforce en vain de dissimuler, à savoir qu'en réalité, même dans les républiques les plus démocratiques, la dictature et la terreur de la bourgeoisie règnent et se manifestent au grand jour dès qu'il semble aux exploiters que le pouvoir du capital est ébranlé.

La guerre impérialiste de 1914-18 a également dévoilé, une fois pour toutes, même aux ouvriers arriérés, ce caractère véritable de la démocratie bourgeoise même dans les républiques les plus libres. C'est pour enrichir des groupes de millionnaires et milliardaires allemands et anglais, que des douzaines de millions d'êtres humains ont été massacrés, et que, dans les républiques les plus libres, la dictature militaire de la bourgeoisie a été instituée (...). C'est précisément cette guerre qui mieux que tout a ouvert les yeux aux travailleurs, a arraché les fleurs artificielles qui paraient la démocratie bourgeoise et montré au peuple le profond abîme de la spéculation et de la cupidité, pendant la guerre et à l'occasion de la guerre. La bourgeoisie a fait cette guerre au nom de la liberté et de l'égalité, les fournisseurs de guerre se sont enrichis d'une manière fabuleuse (...).

Dans le pays capitaliste le plus développé sur le continent européen, les premiers mois de cette complète liberté républicaine, apportée par la défaite de l'Allemagne impérialiste, ont montré le véritable contenu de classe de la république démocratique bourgeoise. L'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg est un événement d'une portée historique mondiale, non seulement parce que les meilleurs dirigeants de la véritable Internationale communiste prolétarienne ont tragiquement disparu, mais aussi parce que le caractère de classe du premier Etat européen, et l'on peut même dire sans exagérer le premier du monde, s'est clairement manifesté. (...) Dans l'une des plus libres et des plus progressistes des républiques du monde, dans la république allemande, la "liberté" consiste à tuer impunément les dirigeants arrêtés du prolétariat. Et il ne saurait en être autrement tant que subsiste le capitalisme, parce que le développement de la démocratie, loin d'émousser la lutte des classes, accentue au contraire cette lutte (...).

Aujourd'hui, dans tout le monde civilisé, on proscriit, on persécute et on emprisonne des bolchéviks, comme dans l'une des républiques bourgeoises les plus libres, la Suisse par exemple, ou dans d'autres pays comme l'Amérique où se déroulent des pogroms contre les bolchéviks et autres violences. Du point de vue de la "démocratie en général" ou de la "démocratie pure", il est tout simplement ridicule que des pays progressistes, civilisés, démocratiques et armés jusqu'aux dents, aient peur de la présence chez eux de quelques dizaines de personnes venant de la Russie arriérée, affamée et dévastée qui est traitée dans des millions d'exemplaires de journaux bourgeois de "pays sauvage et

criminel". Il est clair que la situation sociale qui a pu engendrer une contradiction aussi aiguë est en réalité la dictature de la bourgeoisie.

SEULE LA DICTATURE DU PROLETARIAT PEUT INSTAURER UNE VERITABLE DEMOCRATIE

Dans un tel état de fait, la dictature du prolétariat ne se légitime pas seulement en tant que moyen de renverser les exploiters et de briser leur résistance, mais aussi par le fait qu'elle est nécessaire à la masse des travailleurs comme unique moyen de défense contre la dictature de la bourgeoisie, qui a mené à la guerre et qui prépare de nouvelles guerres (...).

La dictature du prolétariat ressemble à celle des autres classes, en ce sens qu'elle est nécessairement obligée, comme chaque dictature, de briser par la violence la résistance de la classe qui perd son pouvoir politique. La différence fondamentale entre la dictature du prolétariat et la dictature des autres classes, de celles des grands propriétaires terriens du Moyen-Age et de la bourgeoisie dans tous les pays capitalistes civilisés, consiste en ce que la dictature des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie était la répression par la violence de la résistance de l'énorme majorité de la population, à savoir les travailleurs. Au contraire, la dictature du prolétariat est la répression par la violence de la résistance des exploiters, c'est-à-dire de la minorité infime de la population des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Il en résulte que la dictature du prolétariat déjà élaborée en fait, c'est-à-dire le pouvoir des soviets en Russie, le système des conseils ouvriers en Allemagne, les "shop-stewards committees" et autres institutions soviétiques dans d'autres pays, signifient et réalisent précisément pour les classes laborieuses, c'est-à-dire pour l'énorme majorité de la population, une possibilité effective de jouir des droits et libertés démocratiques, comme il n'en a jamais existé, même approximativement, dans les meilleures républiques démocratiques bourgeoises (...).

L'égalité des citoyens, sans distinction de sexe, de culte, de races, de nationalités, dont la bourgeoisie a toujours et partout parlé mais qu'elle n'a jamais réalisé nulle part, qu'elle ne pouvait pas réaliser en raison de la domination du capitalisme, le pouvoir des soviets ou la dictature du prolétariat la réalise, une fois pour toutes, car seul le pouvoir des ouvriers, qui n'ont pas d'intérêt à la propriété privée des moyens de production et à la lutte pour leur partage et leur redistribution, est en mesure de le faire.

L'ancienne démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise et le parlementarisme, étaient organisés de façon à éliminer avant tout, précisément, les classes laborieuses, de l'appareil gouvernemental. Le pouvoir des soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est organisé au contraire de façon à rapprocher les masses laborieuses de l'appareil gouvernemental (...).

Seule l'organisation soviétique de l'Etat est en mesure de détruire d'un coup et complètement l'ancien appareil, c'est-à-dire l'appareil bourgeois bureaucratique et judiciaire, qui s'est maintenu sous le capitalisme, même dans les républiques les plus démocratiques et doit se maintenir dans la mesure où il constitue le plus gros obstacle pour la réalisation de la démocratie en faveur des ouvriers et des classes laborieuses. La Commune de Paris a fait le premier pas, d'une portée historique mondiale, dans cette voie, et le pouvoir des soviets a fait le second.

L'abolition du pouvoir d'Etat est l'objectif que se sont assigné tous les socialistes, Marx en tête. Tant que cet objectif n'est pas réalisé, la démocratie véritable, c'est-à-dire l'égalité et la liberté, est irréalisable. Seule la démocratie soviétique ou prolétarienne conduit pratiquement à ce résultat, car elle commence aussitôt à préparer le dépérissement complet de tout Etat, en associant les organisations des masses laborieuses à la gestion de l'Etat (...).

Le prolétariat ne doit pas avoir peur de la vérité, mais, au contraire, la regarder bien en face, et, à partir de là, en tirer toutes les conclusions politiques.

4 mars 1919
(1er Congrès de l'Internationale Communiste)

(1) Les intertitres sont de la rédaction
(2) voir "RI" n° 202

LUTTER DERRIERE LES SYNDICATS, C'EST ALLER A LA DEFAITE

(SUITE DE LA PAGE 1)

avait rejoint le groupe) pour pousser les ouvriers de Peugeot Sochaux aux côtés des cadres, des ingénieurs de l'entreprise dans une lutte pour la défense de l'automobile française. Pour être sûr de piéger les ouvriers, la bourgeoisie avait mis le paquet : toutes les forces politiques bourgeoises de gauche étaient mobilisées, le PS, le PC, les gauchistes et même la direction de Peugeot y avait mis du sien. Comme disait une ouvrière : "C'est la première fois qu'on m'invite à débrayer, du moins de ce côté-là."

Le 29 mai, ce sont les mêmes syndicats "unis" qui ont dépêché leurs cars jusqu'aux portes de l'usine RVI de Vénissieux pour cueillir les ouvriers et les amener manifester dans le centre de Lyon. La CGT avait même monté une coordination. Le 30 mai, ces saboteurs, toujours ensemble, lançaient un "mouvement d'action unitaire dans les assurances et les mutuelles" et le 31, la CGT, toujours en pointe dans les manoeuvres de sabotage des luttes, organisait toute une mascarade dans Paris. Qu'on en juge : après avoir été trimbalés sur les routes de France, des ouvriers de La Ciotat, des mineurs de Gardanne, quelques cheminots et autres travailleurs du Sud-Est, se sont retrouvés dans la capitale pour suivre Krasucki à Matignon ou pour se disperser en délégations vers un ministère ou un siège social d'entreprise.

Et ce n'était pas fini. Durant tout ce mois de juin, ils ont poursuivi leur offensive, non pas pour "faire pression sur le gouvernement et le patronat" comme ils veulent le faire croire, mais pour continuer à épuiser et à déboussoler le maximum d'ouvriers possible. Au début du mois, ils s'attaquaient aux dockers et aux ouvriers du textile. Le 10, ils ouvraient ce qu'ils appellent "une semaine sociale" qui allait connaître une journée d'action "unitaire" au Gaz de France où les travailleurs étaient appelés à "défendre le monopole" de l'entreprise (le piège était si gros que même le grand patron GDF était avec eux), une autre journée d'action, celle-là départementale, à Belfort contre la menace de licenciements à Bull sans oublier leurs grandes actions dans le secteur de la santé où ils ont noyé les infirmiers au milieu des grands patrons d'hôpitaux, des médecins libéraux, des dentistes avec leurs revendications de petits et grands bourgeois.

Voilà les "grandes mobilisations ouvrières" selon les syndicats. Aujourd'hui encore, à l'heure où nous écrivons, ils font tout ce qu'ils peuvent pour tenter de "relancer" la lutte à la SNCF en envoyant au casse-pipe contre les flics des minorités d'ouvriers du sud de la France.

Ce travail que tous les syndicats assument dans la plus parfaite complicité et qu'ils vont certainement poursuivre durant tout l'été, c'est la bourgeoisie et son gouvernement socialiste qui va en profiter pour cogner contre la classe ouvrière.

En lançant ainsi, tous azimuts, des grèves prématurées, les unes derrière les autres, toutes isolées et parfaitement encadrées, où les ouvriers n'ont aucune initiative, ils ne cherchent qu'à les diviser, les épuiser et à augmenter la confusion et le déboussolement général. Plus les ouvriers les suivent, plus ils risquent de se démoraliser et de s'affaiblir alors que leur intérêt aujourd'hui n'est pas de se disperser mais d'accumuler leur énergie et leur colère en vue des luttes qu'ils seront amenés inévitablement à engager par eux-mêmes contre la misère qu'on leur fait subir.

LA CLASSE OUVRIERE EST FORTE DE SON EXPERIENCE, DE SA CONSCIENCE ET DE SON UNITE

Ce que montrent, une fois de plus, les expériences que font aujourd'hui les ouvriers en France, c'est que les syndicats sont leurs pires ennemis. Leurs appels à la lutte, leur "combativité", leur "radicalisme", leur jusqu'au-boutisme ne sont en fait que des moyens de piéger la classe ouvrière, de la faire tomber, de l'affaiblir et de la museler.

Et les dangers sont encore devant elle, en particulier dans les mois à venir et à la rentrée surtout, où la bourgeoisie pour pouvoir l'attaquer violemment, fera tout pour l'amener dans des pièges encore plus dangereux et sournois, imaginera et mettra en place des manoeuvres pour lui infliger de lourdes défaites.

La classe ouvrière devra être vigilante et particulièrement se défier des syndicats, surtout quand ils parleront de "rentrée sociale chaude". Mais elle devra également rejeter les "aides" hypocrites et empoisonnées des partis de gauche comme le PC qui, aujourd'hui, envoie ses politiciens et militants "apporter leur soutien aux revendications légitimes des travailleurs" tout en appuyant la politique anti-ouvrière de Cresson. Et il ne faudra pas oublier tous les gauchistes et les coordinations préfabriquées qu'ils lui balanceront dans les pattes. Souvenons-nous de l'expérience de la SNCF en 1986-87 et surtout de la défaite de la lutte des infirmières en 1988 (cf. article sur L.O.).

Face aux attaques massives et frontales que portent dès aujourd'hui le gouvernement et le patronat, seule des ripostes ouvrières larges, puissantes et unies peuvent être efficaces. Et ces ripostes devront être d'autant plus larges, puissantes et unies que c'est la même classe dominante et le même système qui sont responsables et de la misère ouvrière grandissante et de la barbarie qui envahit tous les coins de la planète. Ce sont ces luttes-là que la classe ouvrière doit préparer dès aujourd'hui.

J.E.
le 23.6.91.

Sécurité Sociale

UNE ATTAQUE D'ENVERGURE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE ET ELLE SEULE

■ Le gouvernement Cresson innove. A sa façon. Contrairement à ses prédécesseurs, qui attendaient mesquinement que les ouvriers soient en vacances pour assener en catimini les coups les plus rudes contre la classe ouvrière, ce "nouveau" gouvernement qui nous a été présenté comme "de combat" et "davantage ancré dans les valeurs traditionnelles de la gauche" n'a pas attendu la période estivale pour frapper très fort.

Madame Cresson avait même prévenu que "la politique de rigueur serait renforcée" : "Je serai amenée à prendre très vite des mesures qui ne feront pas plaisir à tout le monde." Cynique euphémisme ! Pour la classe ouvrière, l'augmentation mensuelle des cotisations sociales retenues sur leur paye - de 5,9% à 6,8% du salaire brut et le passage direct du forfait hospitalier de 33,50 F à 50 F par jour, ou peut-être davantage comme il en est de plus en plus question, représente une attaque violente, frontale et massive, d'une brutalité quasiment sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale, (sauf peut-être lors de la politique de blocage des salaires par le gouvernement Mauroy en 1982-1983, accompagné de l'institution de ce fameux forfait hospitalier par son ministre "communiste" Ralite).

Mais la "méthode Cresson" a plus d'un "mérite" pour la bourgeoisie, car elle recourt en même temps à des subterfuges. Le gouvernement a l'immense culot de chercher à nous présenter ces attaques comme des "mesures sociales". On nous raconte que c'est quasiment au nom de l'"intérêt des travailleurs", au nom du "sauvetage" et de la "défense" de cette "conquête de la classe ouvrière" qu'elles sont prises...

En fait, pour faire passer une attaque d'une telle ampleur, toutes les fractions de la bourgeoisie sont mobilisées derrière le gouvernement et en sont activement les complices.

Si l'ensemble des syndicats a exprimé sa réprobation unanime, si le PC fulmine, ce n'est nullement pour remettre en cause, à quelque niveau que ce soit, "la politique de sacrifices nécessaire" invoquée par le gouvernement. Au contraire, ce qu'ils racontent c'est : "Il est injuste que ce soient les seuls salariés qui trinquent, il faudrait que tout le monde participe et se sacrifie pour sauver la Sécurité Sociale." Tout cela ne sert qu'à mystifier les ouvriers, qu'à dresser un écran de fumée pour embrumer leur conscience sur l'ampleur et la signification de ces attaques, tenter de les embarquer sur un terrain pourri et finalement leur faire avaler la pilule.

Pour mieux brouiller les pistes, le jour même de l'annonce de ces mesures, la bourgeoisie a organisé une gigantesque manifestation rassemblant 100 000 personnes à Paris (comparable aux plus importants cortèges du personnel de la Santé en octobre 1988) et mobilisant toute la "médecine libérale" (médecins, pharmaciens, dentistes, chefs de clinique,

kinésithérapeutes et... le personnel des cliniques privées) sous la houlette des partis de droite (Mme Barzach était du nombre).

Les slogans : "Le trou de la Sécu, c'est pas nous !", "Français, prends garde, ils en veulent à ta santé !" Comme la médiatisation de l'événement, étaient destinés à faire croire que, contrairement à la réalité, ce n'était pas la classe ouvrière mais la petite bourgeoisie qui était la cible et la grande victime des mesures gouvernementales.

Les ouvriers n'ont qu'un seul moyen de riposter à cette attaque d'envergure et à ces manoeuvres, se mobiliser et lutter massivement sur leur terrain de classe.

CB

IMMIGRES : le discours puant de la bourgeoisie

■ Les propos odieux et répugnants de Chirac, déclarant le 20 juin dernier qu'"un travailleur français devient fou s'il a sur le même palier de HLM une famille immigrée" avec cette charge xénophobe extrême et caricaturale en commentaire : "un père, trois ou quatre épouses, une vingtaine de gosses et qui touche cinquante mille francs de prestations sociales sans travailler, plus le bruit et l'odeur..." n'ont rien d'un "déraillement" comme la presse l'a prétendu. Ces abjectes déclarations provocatrices sont tout à fait délibérées. Elles viennent fort opportunément relancer une campagne idéologique de toute la bourgeoisie sur l'immigration... Et pour cause : tous sont de mêche. En particulier, le gouvernement "de gauche" qui fait, le plus hypocritement du monde, semblant de s'offusquer devant de telles déclarations, alors que c'est lui qui prépare activement des "mesures énergiques" contre l'immigration clandestine et surtout contre l'ensemble de la classe ouvrière derrière cette campagne. Car toute la bourgeoisie est d'accord sur le fond. Toutes ses fractions, du FN au PC, se préparent à entonner à qui mieux mieux le même refrain : "le seuil de tolérance est dépassé... Ceux qui sont entrés ici illégalement, ceux dont les activités sont susceptibles de troubler l'ordre public du pays, ou encore tous ceux qui n'ont plus rien à y faire (pour cause de chômage, de licenciement) doivent rentrer chez eux illico et manu militari." Avec tout ce que cela implique comme brimades accrues, comme renforcement des contrôles policiers, il ne fera pas bon avoir la peau basanée dans la période qui vient...

De plus, cette campagne savamment orchestrée correspond à un but bien précis pour toute la bourgeoisie : brouiller au maximum et de façon préventive la conscience des ouvriers dans une vaste entreprise de division où elle s'efforce de les dresser les uns contre les autres. Cela annonce surtout la férocité des attaques anti-ouvrières qu'elle prépare pour les prochains mois, en particulier les licenciements dont les ouvriers immigrés feront à coup sûr les frais en première ligne.

CB

A propos des grèves à la SNCF

ENCORE UNE FOURBERIE DE "LUTTE OUVRIERE"

■ "En 1986, les cheminots ont eu en quelque sorte l'honneur d'avoir été les premiers à s'attaquer au blocage des salaires instauré depuis quatre ans par un gouvernement de gauche (...). Mais ils sont restés seuls. Et le gouvernement, un premier temps paniqué par l'extension du mouvement, qui plus est en dehors des cadres syndicaux, s'est rassuré quand celui-ci s'est révélé circonscrit aux seuls cheminots. Alors, ce qui doit primer aujourd'hui, c'est la volonté des cheminots les plus conscients de s'adresser, dans la façon de conduire leur mouvement, à l'ensemble des travailleurs." Ce "regard lucide" sur les faiblesses qui furent, en 1987, à l'origine de la défaite du mouvement à la SNCF, ce "vibrant appel" à l'extension des luttes ouvrières, nous arrivent tout droit des colonnes du n° 1197 de "Lutte Ouvrière".

Les mensonges des trotskistes n'ont décidément d'égal que leur crapulerie.

Qu'ont donc fait les militants de Lutte Ouvrière, alors bien présents sur le terrain, sinon justement contribuer de toutes leurs forces à "circonscrire", comme ils disent si bien, le mouvement à la seule SNCF ! Qu'ont-ils fait d'autre, sinon travailler avec un zèle inégalable à l'organisation systématique de l'isolement de la grève, à son enfermement dans le secteur !... Oui, LO a été l'un des principaux maîtres d'oeuvre de la défaite des cheminots.

Qu'on se souvienne ! Au début du mouvement, c'est-à-dire durant les dix premiers jours, alors que le gouvernement était dépassé par les événements, que les syndicats étaient débordés, alors même que tous les ouvriers avaient les yeux braqués sur le formidable bras de fer qui s'engageait, alors que sur les lieux de travail, l'ambiance était électrique et les discussions aussi nombreuses qu'enthousiastes, alors qu'au vif de la lutte, l'extension était ressentie comme un besoin vital pour de nombreux ouvriers, tandis que, simultanément, des grèves se développaient à la RATP et dans les ports, LO martelait l'idée selon laquelle les cheminots pouvaient gagner seuls. Ces gauchistes, qui ne cessaient en paroles de critiquer le corporatisme, vont sciemment "assener sans relâche dans les AG des dépôts, comme des coordinations, l'idée que l'extension de la lutte à d'autres secteurs risque de faire perdre le contrôle du mouvement aux cheminots, de faire qu'il soit dilué dans un mouvement plus large, alors que c'est l'élargissement du combat qui fait sa force. S'appuyant donc sur le corporatisme qui pèse dans la tête des cheminots, ils vont enrayer toute tendance à l'extension, confinant la lutte sur elle-même, sans perspective, et poussant les ouvriers à l'épuisement." ("RI" n° 153, février 1987.)

Rappelons également que, pour prévenir tout risque d'élargissement du mouvement au-delà de la SNCF, LO est allée jusqu'à utiliser des méthodes musclées. C'est ainsi que son service d'ordre s'était chargé d'établir un cordon sanitaire autour des réunions de la coordination "intercatégorielle" dirigée par son leader, feu Daniel Vitry, empêchant les "éléments extérieurs" (entre autres des ouvriers des PTT venus apporter leur solidarité aux cheminots) de pénétrer dans l'assemblée. Rappelons enfin comment, lors de la deuxième réunion de la coordination, le 21.12.86 à la Mutualité (à Paris), LO et ses hommes de main n'ont pas hésité à vider manu militari des ouvriers non cheminots, après avoir refusé de soumettre au vote de l'assemblée générale la motion dont ils étaient les porteurs, appelant justement... à l'extension et à l'unification des luttes au-delà du secteur des chemins de fer. Même quand LO s'aventurait à parler d'extension, il ne s'agissait que d'étendre la lutte à la seule SNCF.

Ainsi, à travers les coordinations, les trotskistes vont renforcer le cordon sanitaire autour de la SNCF, bloquer toute possibilité d'extension à d'autres secteurs et, progressivement, permettre aux syndicats, jusque-là écartés de la lutte par les ouvriers, de revenir sur le devant de la scène, sous prétexte que "les cheminots avaient besoin d'eux pour les négociations".

Et, après la première semaine de janvier, alors que le mouvement dans la SNCF s'essouffait, alors que les autres secteurs combatifs de la classe ouvrière avaient été découragés par le corporatisme des cheminots, alors que la dynamique générale était au reflux et à la reprise du travail, c'est ce moment-là que choisissaient les syndicats (la CGT surtout), revenus en force, pour organiser une parade d'extension en lançant dans la lutte plusieurs secteurs ouvriers qu'ils contrôlaient parfaitement. En fait, c'est l'extension de la défaite qu'ils organisaient ainsi. Et c'est là que LO, enfin, appelait vraiment à l'"extension du mouvement"... derrière la CGT.

La bourgeoisie française ne tardera pas d'ailleurs à utiliser les capacités de sabotage de LO et de ses militants, d'abord dans la grève à la SNECMA, puis surtout lors de la lutte infirmière de 1988. Là aussi, mais à un niveau bien supérieur, ce sont les coordinations montées de toutes pièces par les gauchistes qui orchestreront la manoeuvre et feront passer le poison mortel de l'enfermement corporatiste comme une force du mouvement.

Pourquoi LO joue-t-elle aujourd'hui l'amnésique par rapport à ce qu'elle a fait contre les luttes de la fin des années 80 ? Pourquoi maintenant n'a-t-elle que le mot d'extension à la bouche ? Est-ce parce que, enfin, elle aurait compris ses erreurs et qu'il faut maintenant lui faire confiance ? Sûrement pas. Tous les appels à la lutte qu'elle lance en ce moment aux ouvriers ne sont ni plus ni moins que des invitations à se joindre aux sinistres mascarades que sont en train de monter les syndicats pour déboussoler et démoraliser la classe ouvrière (cf. article p.1).

Encore une fois, LO fait la preuve de son utilité au service de la bourgeoisie.

16. 6.91
Noj.

TRACT DU CCI SUR LES ELECTIONS EN INDE

Nous publions ci-dessous des extraits d'un tract diffusé par "Comunist Internationalist", section du CCI en Inde lors de la campagne électorale au cours de laquelle vient d'être assassiné Rajiv Gandhi (voir "RI" n°202). Ce tract publié quelques jours avant l'attentat contre Gandhi met en évidence le chaos qui règne dans ce pays du Tiers-Monde dont la putréfaction de toutes les structures économiques, politiques et sociales sont aujourd'hui, avec l'aggravation de la crise, une expression particulièrement caricaturale de la décomposition générale du système capitaliste. Quelle que soit sa fraction qui accède au pouvoir, la seule perspective que la bourgeoisie décadente puisse offrir à l'immense masse des

■ Pour la deuxième fois en dix-huit mois, la classe dirigeante organise le grand cirque électoral. Le parti du Congrès (1), le BJP-Hindu Parishad (2), le Janta Dal (3), tous ces charlatans sont descendus dans la rue. Les religieux des temples, des mosquées, et les gauchistes laïques, tous ont intensifié leur offensive idéologique empoisonnée contre la classe ouvrière et les exploités. Ils ne s'épargnent aucun effort pour ramasser la récolte semée par les assassinats, les massacres et le chaos de ces derniers mois. Dans ce but, les feux des conflits de caste et de communauté sont encore attisés. Avec la rivalité exacerbée des fractions opposées de la classe dominante, le vrai visage de la société capitaliste indienne, celui de la "plus grande boucherie" du globe, a encore émergé de ce grand océan de décadence et de chaos.

Mais toutes les fractions de la classe dominante, engagées comme elles le sont dans la bagarre pour le partage du butin, sont réellement inquiètes. Depuis des années, elles sont à la recherche de solutions à la maladie de leur système, le système capitaliste, par le biais d'attaques féroces contre la classe ouvrière et la population exploitée. Ce qui a entravé ce dessein, c'est la dureté croissante de leurs propres rivalités. (...) Quel que soit le parti qui parviendra au pouvoir, quel que soit le nombre de sièges qu'il remporte, l'instabilité politique, le chaos et les rivalités violentes vont persister dans les années à venir. Ce qui est à l'origine de la situation, ce n'est pas le nombre plus ou moins important de sièges gagnés par tel ou tel parti. Ce qui est à l'origine, c'est la putréfaction des structures economico-sociales du capitalisme indien, son déchirement en lambeaux. Voilà ce qui a exacerbé les hostilités entre les différents partis et fractions de la classe dominante, entre les partisans de l'unité et les séparatistes, entre les intégristes religieux et les laïques.

LA BANQUEROUTE DU CAPITALISME

La plus grande preuve de la décomposition du capitalisme indien, c'est sa faillite économique. Avec une dette extérieure de 1650 milliards de roupies, l'Inde est le troisième pays le plus endetté du monde. Et elle a besoin de toujours plus de crédit pour continuer à faire fonctionner son système d'exploitation sans merci, de pillage sans limite, de destruction de la richesse sociale et de gangstérisme répugnant. Mais sa crédibilité sur le marché financier international a touché le fond. Personne n'est prêt à lui prêter un penny. Chandershekar (4) a dû tendre sa sébille de mendiant et quémander humblement auprès de Bush, Kohl, Kaifu, Major et autres "patrons" de la bourgeoisie internationale. En attendant, pour faire face à ses dépenses, le gouvernement a décidé de vendre ses possessions, propriétés et usines. L'appareil de production est en train de se bloquer (...).

La bourgeoisie et ses divers partis sont très actifs pour s'accuser les uns les autres de cette catastrophe. Mais cette situation n'est pas le résultat de la mauvaise gestion de telle ou telle fraction. De même, ce n'est pas un phénomène passager. Cette crise économique qui dévaste la planète entière témoigne du fait que ce système lui-même, dans toutes ses formes, est un terrible gâchis. Un système qui produit pour le profit et non pas pour les besoins humains. C'est la crise, les prix galopent, les usines ferment ou sont vendues, des emplois sont supprimés, parce qu'il y a déjà surproduction massive de marchandises qui ne peuvent être vendues. La majorité de la population survit dans des conditions dignes de celles d'animaux, car elle ne peut acheter ces marchandises. Là réside l'origine de la crise, dans l'existence du capitalisme, de son appareil politique, de la classe dominante elle-même. (...)

Malgré leurs accusations mutuelles, toutes les fractions et parties de la classe dominante comprennent très bien où sont les intérêts de leur système et de leur classe. Pour les sauvegarder, ils ont décidé de lancer une offensive féroce contre la classe ouvrière et la population exploitée. Cette offensive, ils l'appellent austérité (...). Le gouvernement a augmenté le prix

exploités, c'est toujours plus de misère, de famine, de massacres. En Inde, comme partout, la seule réponse que le prolétariat puisse apporter à la barbarie et aux attaques capitalistes contre toutes ses conditions de vie, c'est la lutte sur son propre terrain pour la défense de ses intérêts de classe. En Inde, comme partout, les révolutionnaires doivent participer activement à clarifier la conscience des ouvriers, en leur montrant les véritables enjeux de leurs combats, en dénonçant tous les pièges et mystifications bourgeoises (religieuses, électoralistes, syndicalistes, démocratiques...) qui visent à dévoyer leurs luttes et à les embrigader derrière la défense des intérêts du capital national.

de l'électricité, de l'eau, des transports, et a rationné les produits alimentaires. Sur le marché libre, les prix se sont envolés. Toutes ces mesures sont un moyen d'imposer une réduction massive du pouvoir d'achat et une dégradation des conditions de vie. En plus de tout cela, les ouvriers sont jetés hors des usines qui ferment ou qui sont vendues. Dans la seule entreprise automobile Bajaj, 22 000 travailleurs ont été licenciés.

LES MYSTIFICATIONS DE LA BOURGEOISIE

Le fait que toutes ces attaques soient menées avec le complet accord de tous les partis, le soutien de tous les journaux, de toutes les associations patronales, est suffisant pour démontrer le mensonge de leurs proclamations sur le pain, la justice et l'égalité sociale. Nos patrons et leurs partis sont en train de s'entre-déchirer, mais ce n'est pas à propos de notre bien-être. Ils s'entre-déchirent pour s'approprier leur part de gâteau. Mais aussi sur le fait de savoir comment mener au mieux l'offensive contre les ouvriers et tous les exploités, comment mettre en place un "gouvernement fort", capable de lancer cette offensive sans hésitation, comment maintenir les ouvriers dans les pièges des mystifications et l'impuissance face à ces attaques. La dernière fois, ils ont tenté de réaliser tout cela avec la campagne sur l'affaire Bofors (5) et une "politique fondée sur des valeurs morales". Maintenant, ils proposent de nouvelles recettes, celles des temples et de la religion, des clans traditionnels et du clientélisme, de la laïcité. En utilisant de telles mystifications pour ces élections, leur but est de donner aux attaques futures la justification d'un "mandat public". Ils veulent renforcer l'illusion que ce gouvernement sera le "vôtre", car c'est "vous" qui l'aurez élu, et si l'on doit recourir à des mesures brutales, ce sera seulement parce que c'est nécessaire.

LA LUTTE DE CLASSE : REPONSE DES OUVRIERS A L'AUSTERITE

Ouvriers, camarades, nous devons rejeter ces mensonges de nos patrons et de leurs partis. Nous devons refuser d'être divisés selon la religion ou la communauté. (...) Camarades, l'expérience de générations d'ouvriers et d'exploités nous montre que rien n'a jamais changé par les élections. Ce n'est pas en tant que "citoyen", en tant qu'"individu" que les travailleurs peuvent confronter leurs patrons, leurs gouvernants. Cela, nous pouvons uniquement le faire en tant que classe, comme classe ouvrière. Nous ne pouvons arrêter les attaques de l'Etat avec des votes. C'est uniquement en développant nos luttes que nous pouvons le faire. Eux, avec tous leurs partis, vont intensifier ces campagnes d'austérité. Nous, nous devons intensifier nos efforts pour aiguiser notre identité de classe, notre unité de classe et notre conscience de classe. C'est seulement par des luttes plus intenses et plus unies que nous pourrions développer une réponse adaptée à ces campagnes. C'est seulement en libérant nos luttes du contrôle des partis de gauche et de droite, de leurs appareils syndicaux, et en les prenant en main nous-mêmes, avec nos propres comités et assemblées générales, que nous pourrions nous en sortir. Seule, la révolution prolétarienne, aboutissement de ces luttes, peut sortir la société de cette décadence extrême, de cette putréfaction, de cette barbarie, et de ce chaos dans laquelle elle plonge aujourd'hui l'humanité.

Comunist Internationalist

- (1) Parti des Gandhi, qui représente les secteurs centraux de l'Etat.
- (2) Parti fondamentaliste hindouiste.
- (3) Gauchiste.
- (4) Actuel premier ministre indien.
- (5) Du nom du fabricant de canons suédois qui, pour écouler ses "marchandises", avait abondamment arrosé de pots-de-vin l'appareil politico-bureaucratique extrêmement corrompu de l'Etat indien.

REUNIONS PUBLIQUES

BORDEAUX :

Nous tiendrons un forum à la fête de Lutte Ouvrière au mois d'août (date non communiquée).

LILLE :

Vente de la presse les dimanches 14 juillet, 18 août et 25 août à 11h, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.
Braderie de Lille : nous tiendrons un stand toute la journée du dimanche 1er septembre, place J.B. Lebas, à l'intersection de la rue Gosselet.

LYON :

Permanence le mercredi 21 août à 18h à la "Brasserie de l'Industrie", angle de l'avenue de Saxe et du cours Gambetta. Lyon 3e.
Vente de la presse au métro Bellecour (entrée côté place) les mercredis 10 juillet et 7 août de 17h30 à 18h30.

NANTES :

Réunion publique les samedi 24 août et 21 septembre à 17h à la "Salle de la Fraternité", 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les vendredis 12 juillet, 2 août et 6 septembre à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedi 13 juillet, 24 août et 21 septembre de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Permanence les samedis 13 juillet, 27 juillet, 10 août et 24 août de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

TOULOUSE :

Réunion publique les vendredis 26 juillet et 27 septembre à 21h au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les vendredis 19 juillet, 6 septembre et 20 septembre à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les dimanches 7 juillet et 15 septembre de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

TOURS :

Permanence les samedis 27 juillet, 10 août et 14 septembre à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse les vendredi 12 juillet, 9 août et 13 septembre de 10h30 à 11h30 au marché place St Paul-Sanitas.

PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal;

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581
75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien, etc.)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
30 F + 3F pour frais d'envoi
PLATFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi.
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (octobre 1988)
10F + 6F pour frais d'envoi.
GUERRE DU GOLFE
15F + 6F pour frais d'envoi.
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
80F + 12F pour frais d'envoi
LA GAUCHE HOLLANDAISE
120F + 12F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

TOUJOURS PLUS DE CHOMAGE ET DE MISERE POUR LA CLASSE OUVRIERE

Avec la fin de la guerre du Golfe, les médias se sont complu à nous montrer sous toutes les coutures les manifestations d'allégresse de la population aux USA. Partout, on a pu voir sur les écrans télévisés, l'hystérie nationaliste de ces foules agitant la bannière étoilée pour acclamer les soldats de l'opération "Tempête du désert" de retour au pays, accueillis comme des héros au son des fanfares sur l'air de "God bless America". A en croire ces images, et toute la gigantesque campagne médiatique dont elles étaient le support, Mister Bush et son Pit-bull Schwartzkopf aurait réussi avec cette "victoire" à réaliser une parfaite unité nationale où toutes les classes de la société, y compris la classe ouvrière, auraient resserré les rangs derrière la défense des intérêts du capital national. Aujourd'hui, c'est à une autre réalité

que la bourgeoisie de la première puissance mondiale est confrontée, celle de la crise économique et d'une récession dont la brutalité ne peut, maintenant, que faire ressortir au grand jour les antagonismes fondamentaux qui déchirent la société capitaliste et que la guerre du Golfe est venue momentanément occulter : les antagonismes de classes entre bourgeoisie et prolétariat. Car la gravité de cette récession, de même que la nécessité impérieuse pour la classe dominante d'attaquer toujours plus brutalement les conditions d'existence des exploités, la misère croissante dans laquelle ils sont de plus en plus plongés, ne peut que contraindre les prolétaires aux USA, comme partout ailleurs, à reprendre le chemin de la lutte pour la défense de leurs propres intérêts de classe.

jour d'hui incapable de rembourser aux cotisants.

Aujourd'hui, dans le pays le plus riche et le plus puissant du monde, alors que des centaines de milliards de dollars sont consacrés tous les ans à la production d'engins de mort d'une performance effroyable, comme la guerre du Golfe nous en a fait une terrifiante démonstration, 5,5 millions d'enfants souffrent de la faim (1 enfant sur 8), 13% des ouvriers actifs n'ont pas les moyens de se payer une couverture sociale ni même un logement, tandis qu'un nombre croissant de chômeurs sont condamnés à la "débrouille individuelle", c'est-à-dire survivre grâce aux petits trafics ou sombrer dans la criminalité.

Cette misère de plus en plus tragique pour la classe exploitée ne fera non seulement que s'aggraver avec l'accélération de la crise économique aux USA, mais elle ne pourra que se généraliser à l'ensemble de la classe ouvrière mondiale, en particulier dans les pays d'Europe occidentale.

Face à une telle situation de faillite totale de l'économie mondiale, aux USA comme partout, les prolétaires n'ont pas d'autre choix que de développer leurs combats de classe pour la défense immédiate de leurs conditions d'existence, en comprenant que c'est le système capitaliste en crise qui est responsable de la misère et du chômage dans les pays industrialisés, de la famine et des massacres dans les régions les plus sous-développées. Ils devront comprendre que c'est ce système en pleine décomposition qui engendre aujourd'hui un chaos et une barbarie effroyables. Ce n'est qu'en développant leur unité de classe, dans une lutte implacable pour leur propre survie, qu'ils trouveront la force et les moyens d'abattre ce système avant qu'il ne détruise toute l'espèce humaine.

Avril (22.6.91)

(1) En effet, avec la dislocation du bloc occidental, les USA ont perdu leur capacité à soumettre totalement leurs anciens alliés occidentaux à leurs diktats économiques. Dans la mesure où les Etats européens n'ont plus besoin du "parapluie militaire américain" pour faire face au bloc russe, c'est maintenant une dynamique du chacun pour soi qui s'est substituée à la discipline de bloc, où les USA avaient les moyens de soumettre les puissances européennes aux besoins de l'économie US.

C'EST LA CLASSE OUVRIERE QUI FAIT LES FRAIS DE LA RECESSION

Face à cette situation, la seule politique que puisse aujourd'hui mener la bourgeoisie américaine, consiste en une aggravation considérable des attaques contre le niveau de vie de la classe ouvrière. Qui dit récession, dit en effet, explosion du chômage. Ainsi, depuis août 90, c'est déjà 1,2 million d'ouvriers qui ont été licenciés aux USA. Avec ces nouvelles charrettes de licenciements qui constituent l'attaque la plus dure que la bourgeoisie américaine ait portée depuis les années 30, le taux de chômage officiel est aujourd'hui de 6,5%, soit 8,1 millions d'ouvriers. En réalité, si on compte les sans-abri qui, en proie au découragement, ne recherchent même plus un travail, de même que les emplois à temps partiels, ce chiffre doit être multiplié par deux. Par ailleurs, la condition de chômeur est aujourd'hui une véritable catastrophe pour la classe ouvrière. Seuls 30% des demandeurs d'emploi perçoivent des allocations qui viennent d'être réduites à la baisse (26 semaines d'allocations pour une durée moyenne de chômage de plus de 37 semaines), alors qu'en 1974, 66% des chômeurs bénéficiaient d'allocations pendant 65 semaines.

Quant aux prolétaires qui ont encore la "chance" d'avoir un emploi, ceux-là non plus ne sont pas épargnés par la brutalité des attaques capitalistes. Car qui dit inflation, dit réduction du pouvoir d'achat des consommateurs, et en premier lieu de la classe ouvrière. Ainsi, le niveau de vie des familles ouvrières a chuté ces derniers mois de 7%, du seul fait de l'augmentation des prix à la consommation. A cette augmentation des prix, il faut encore ajouter un relèvement des impôts des Etats et des municipalités destiné à compenser la réduction des subventions du gouvernement fédéral aux administrations locales.

Non seulement les familles ouvrières qui touchent encore un salaire ont de plus en plus de mal à se loger et à se nourrir, mais elles ont également de moins en moins la possibilité de se soigner du fait de la faillite croissante des compagnies d'assurances, qui touche particulièrement la branche de l'assurance santé (la Sécurité Sociale n'existant pas aux USA, les ouvriers sont contraints de recourir, quand ils le peuvent, à des assurances privées). Ainsi, par exemple, en Virginie de l'Ouest, ce sont 50 millions de dollars de factures médicales que la principale compagnie d'assurances du pays est au-

■ Malgré les proclamations incessantes des médias, suivant lesquelles la récession qui frappe les Etats-Unis à l'heure actuelle serait de courte durée, conjoncturelle, les économistes bourgeois sont aujourd'hui de plus en plus contraints d'admettre qu'elle sera beaucoup plus profonde et plus longue que prévue. Par ailleurs, le caractère gravissime de cette récession est aujourd'hui déterminé par le fait que, contrairement au passé, les USA se révèlent de moins en moins en mesure de repousser les effets de la crise économique mondiale sur les pays du Tiers-Monde et sur ceux du continent européen. Cette crise qui gangrène l'ensemble du système capitaliste vient maintenant frapper de plein fouet la première puissance mondiale, en révélant au grand jour la faillite d'une économie qui n'a pu se maintenir à flot des années durant que sur une montagne de dettes. Non seulement les USA révèlent désormais leur incapacité à servir de locomotive pour l'économie mondiale, mais aujourd'hui, c'est leur propre économie nationale qui s'enfonce dans un gouffre sans fond. Et cette situation est encore aggravée, avec la dislocation du bloc occidental résultant de l'effondrement du bloc de l'Est, par l'exacerbation de la guerre commerciale entre les USA et leurs principaux concurrents, européens et japonais (1). C'est bien ce dont témoignent, par exemple, les résistances actuelles des différents Etats européens à toute dévaluation du dollar visant à augmenter la compétitivité des marchandises américaines sur un marché mondial de plus en plus restreint.

L'EFFONDREMENT DE L'ECONOMIE AMERICAINE

Le bilan économique de ces six derniers mois témoigne ainsi de l'extrême gravité de la récession dans laquelle s'enfonce la superpuissance américaine et dont les répercussions sur l'ensemble des pays industrialisés se révèlent déjà catastrophiques :

- le PNB des USA connaît depuis l'automne 90 une évolution négative et qui tend à s'aggraver au fil des mois (-2,9% pour le premier trimestre 91);

- la production industrielle a chuté d'un taux annuel de 9,2% au premier trimestre 91 alors que ce déclin était de 7% à la fin 90;

- le taux d'utilisation des capacités industrielles est tombé à 78% tandis que les profits des actions continuent à décliner;

- l'inflation continue à monter, malgré toutes les tentatives de la bourgeoisie pour masquer cette réalité à travers le traficage des statistiques officielles;

- le déséquilibre de la balance commerciale, momentanément jugulé par la baisse du dollar de l'an dernier, commence maintenant à s'inverser du fait de la remontée du billet vert, ce qui rend les marchandises US beaucoup moins compétitives sur le marché mondial;

- le déficit budgétaire, dû à une explosion pharamineuse du crédit qui avait jusqu'à présent servi de béquille à l'Etat fédéral, se chiffre maintenant à 350 milliards de dollars. L'Etat américain croule aujourd'hui sous une dette de 3000 milliards de dollars;

Au-delà de ces principaux indicateurs économiques, ce qui révèle encore plus clairement la profondeur de la récession américaine, c'est la banqueroute de pans entiers de l'économie. Ainsi, l'industrie automobile, un des piliers centraux de l'appareil productif aux USA, est en faillite totale. Chrysler n'a pas produit une seule voiture dans la seconde semaine du mois de mai. Les trois principales firmes automobiles, avec une chute des ventes de 17% début avril, ont subi un déficit de 25 milliards de dollars.

VIENT DE PARAITRE

Courant Communiste International

Revue
Internationale / 66

3^e trimestre 1991

18 N°75 fb

Editorial

LE CHAOS

Crise économique

LA RELANCE... DE LA CHUTE DE L'ECONOMIE MONDIALE

Situation internationale

L'URSS EN MIETTES

Souvenons-nous

LES MASSACRES ET LES CRIMES
DES « GRANDES DEMOCRATIES »

Bilan de 70 années de luttes de « libération nationale »

I. LA VAGUE REVOLUTIONNAIRE MONDIALE AFFAIBLE
PAR LE SOUTIEN AUX MOUVEMENTS DE « LIBERATION NATIONALE »

MARC

De la 2^e guerre mondiale à la période actuelle



Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la **dictature du prolétariat** à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.